

N° 807 — 4 F
DU 14 DEC. AU 20 DEC. 1978

NOUVELLE ÉDITION

HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ

PSU

tribune socialiste

IRAN :
DES REFUGIÉS
COUSUS D'OR



XI^e

**CONGRÈS
DU P.S.U.**

**CHANGER
LA POLITIQUE**

R.D.A. : pour Rudolf Bahro

Quelque chose a bougé à Berlin-Ouest lors du « Congrès international pour et sur Rudolf Bahro », qui s'est tenu du 16 au 19 novembre dernier.

Le crime de Rudolf Bahro, citoyen de la République démocratique allemande, est de ne s'être pas contenté, après l'écrasement du Printemps tchèque, de démissionner tout simplement de son parti, la SED au pouvoir. Au contraire, il a décidé de consacrer des années à étudier le « **Socialisme réellement existant** » (comme on dit en RDA), c'est-à-dire la société de type soviétique dont l'URSS a imposé le modèle à tous les pays qu'elle domine. Dans cet effort, il a investi toutes ses connaissances théoriques et pratiques de philosophe et d'économiste ; toute l'expérience acquise dans des fonctions de responsabilité en tant que membre du parti ou comme syndicaliste.

Dans son livre *l'Alternative*, il démontre que ce « **protosocialisme** » ou si l'on veut ce « **socialisme à l'état larvaire** » est une formation de société autre que ce que les révolutionnaires de 1917 croyaient construire, et qui diffère totalement de ce qu'avaient imaginé Marx et Engels, ne serait-ce que par la toute puissance de l'Etat, la séparation radicale du travail manuel et du travail intellectuel, le maintien de l'aliénation qu'il appelle ici la « **subalternité** ».

Bahro propose comme « **alternative** » non pas l'idéal d'une société de type occidental, mais toute une série de changements précis dans les pratiques et dans les superstructures idéolo-

giques du « **Socialisme réellement existant** » qui sont autant de moyens d'engager le combat contre le « **despotisme politobureaucratique** ».

Pour briser l'isolement et proposer cette « **alternative** » à ses compatriotes, il doit employer — comme bien d'autres — le truchement des médias ouest-allemands. Il choisit la maison d'édition des syndicats (DGB) ; son livre de 500 pages sort en août 1977. Rudolf Bahro a encore le temps d'en faire circuler quelques exemplaires dactylographiés en RDA, d'en faire un résumé, d'être interviewé par deux chaînes de télévision ouest-allemandes le 23 août 1977. Le lendemain, il est arrêté. Dès le début en effet, il avait décidé de publier « *l'Alternative* », sous son propre nom, car « **le défi direct que vise ce livre commandé, non seulement pour des raisons morales, mais pour des raisons politiques, de se battre à visage découvert** ».

Accusé d'espionnage, il est jugé à huis-clos et condamné à huit ans de prison en juillet 1978, après avoir refusé d'être échangé, à l'Ouest, contre des agents soviétiques.

A Berlin, lors du Congrès pour Rudolf Bahro, pour la première fois, des représentants de la gauche et de l'extrême-gauche ouest-allemandes (le secrétaire général des Jusos, un membre du bureau national de la SPD, des syndicalistes, des trotskistes, des « gauchistes »), ont accepté de s'asseoir à la même table pour rédiger une déclaration commune (qui a été signée aussi par le PSU, le Pdup italien, le PSI, le PCI, le PSOE, la

IV^e Internationale, etc.) : par delà les désaccords habituels, tous se sentaient unis par la conviction que « **socialisme et démocratie sont indissociables** », que cette affirmation vaut pour l'Ouest comme pour l'Est et rapproche nécessairement ceux qui refusent d'être « **aveugles d'un œil** » (Rudi Durschke).

Pour la première fois, un réel débat sur les sociétés des pays de l'Est (l'appréciation de la Révolution d'Octobre, le Printemps de Prague, etc.) s'ouvrait entre les représentants de la gauche ouest-européenne (E. Mandel, R. Rossanda, R. Dutschke, Heinz Brandt...) et des « dissidents » (J. Moneta, J. Pelikan, etc.) tchèques, polonais, soviétiques, actuellement en exil, qui n'ont adjuré ni le marxisme ni leur aspiration au socialisme.

Le livre de Bahro paraîtra en France au début de 1979. Le faire connaître, organiser des débats à partir des thèmes qu'il développe et des concepts dont il se sert est aussi la meilleure façon de faire éclater l'inanité des accusations qui ont servi de prétexte à sa condamnation.

« **Ma chanson fait le tour du monde** », écrit Rudolf Bahro de sa prison.

S. C. ■

Crédit photo :

P. 1 : D.R. ; p. 7 : Didier Mailac ; p. 8 : D.R. ; p. 14 : dessin J.-F. Batellier ; p. 21 : D.R. ; p. 22 : Manuel Joaquim ; p. 23 : dessin J.-F. Batellier.

LE GROUPE GREENPEACE CONTRE UN CARGO RADIOACTIF

Le groupe écologiste mondial **Greenpeace**, qui avait déjà tenté de s'opposer aux tirs nucléaires français dans le Pacifique en 1972 et 1973, puis avait fait connaître au monde entier le scandale des massacres de phoques et de baleines, a repris la mer — et le combat — mardi soir à Jersey. Les militants de **Greenpeace** ont en effet embarqué sur le **Combattant de l'Arc-en-ciel** pour se porter à la rencontre du **Pacific Fisher**, au large des côtes franco-britanniques.

Le **Pacific Fisher** est un cargo britannique qui a quitté Tokyo le 1^{er} novembre pour l'Europe. A son bord, vingt conteneurs totalisant une charge de 2.000 tonnes, dont 135 de combustibles de centrales nucléaires japonaises hautement irradiés. Destination la Hague pour la moitié de la cargaison, et Winscarle, en Angleterre, pour l'autre.

C'est le premier arrivage depuis que la France s'est engagée à traiter à la Hague les combustibles irradiés en provenance du Japon, de l'Italie, de l'Allemagne, de la Suède, de l'Espagne et de la Belgique jusqu'en 1988, soit 7.700 tonnes.

Greenpeace veut attirer l'attention sur les problèmes particuliers que pose le transport par mer d'un tel chargement.

Le mouvement écologiste est soutenu dans cette action par les Amis de la Terre, le Comité contre la pollution atomique de la Hague, le P.S.U. — d'autant plus que le centre de retraitement lui-même, à la Hague, s'avère fonctionner très mal : depuis deux ans, il n'a pu traiter que 57 tonnes de combustibles irradiés... ■

LE P.S.U. ET LES RENVOIS DE LIVRETS MILITAIRES

A propos des renvois de livrets militaires dans le cadre de l'action contre le camp militaire du Larzac, le Bureau national a adopté, le 7 décembre, le texte suivant :

« Suite à la manifestation de samedi dernier, le B.N. avait demandé à rencontrer (comme il l'avait fait avant) une délégation de paysans du Larzac, pour discuter des suites de l'action. Il n'a pas eu de réponse pour l'instant. Cette absence de réponse est gênante car elle prive le B.N. d'informations directes et de la possibilité de discuter des objectifs et formes de lutte nécessaires désormais.

Elle crée de surcroît la confusion sur le problème précis du renvoi des livrets militaires. Le P.S.U. est la principale organisation nationale soutenant activement la lutte des paysans du Larzac en permanence — on s'en est aperçu samedi dernier. De ce fait, ses militants et ses responsables sont fortement sollicités pour participer à l'action de renvoi des livrets militaires, sans que cette action ait été discutée entre les paysans du Larzac et le P.S.U. Dans l'état actuel des choses, le B.N. :

1) comprend parfaitement que des militants aient individuellement (ou en groupe) décidé de renvoyer leurs livrets militaires et ne faillira pas à la solidarité qui a toujours été la sienne à l'égard de tous ceux qui choisissent, face à l'armée, des formes de luttes différentes de celles adoptées par les instances du parti ;

(2) mais rappelle que la position du parti, rappelée régulièrement par ses congrès et conseils, est de demander à ses militants d'agir à l'intérieur de l'armée et donc de ne pas se soustraire aux « obligations militaires ». Il est prêt à envisager des modalités d'action qui ne dérogeraient pas à ce principe. Mais il ne pourra officiellement soutenir une action de renvoi des livrets militaires, tant que les garanties n'auront pas été réunies pour qu'elle ne puisse être confondue avec un changement de position du P.S.U. sur la lutte face à l'armée, ni inciter ses militants — notamment les jeunes militants — à refuser le service national. » ■

calendrier politique

• **Vendredi 15 décembre (Sedan)** : face à la menace d'implantation d'une nouvelle centrale nucléaire dans les Ardennes, l'U.I.S.-C.F.D.T. de Sedan organise un débat qui sera précédé par la projection du film **Condamnés à réussir**. A 20 h 30 à la M.J.C.

• **Jeudi 21 décembre (Digne)** : après le procès de quatre « renvoyeurs » qui s'est tenu à Gap le 29 (nous l'avions annoncé ; le jugement est mis en délibéré jusqu'au 13 décembre), un nouveau procès de deux renvoyeurs de papiers militaires aura lieu le 21 décembre à 8 h 30, au palais de justice de Digne. Envoyez des lettres de soutien au président du tribunal correctionnel, palais de justice de Digne (04000). Le jour du procès, soyez nombreux.

• **Jeudi 21 décembre (Rennes)** : un autre procès ce jour-là, celui de Bernard Merand,

objecteur qui refuse son affectation autoritaire à l'O.N.F. (Office national des forêts). On ne sait pas l'heure du procès, mais vous pouvez vous renseigner auprès du C.R.I. D.E.V., 41, avenue Janvier. Soutien financier : C.C.P. Guilleux, 65 36 B Rennes.

• **Vacances pas cons. Politique-Hebdo**, on vous le répète souvent, est en pleine mutation de **Maintenant**. Mais les « vacances pas cons » qu'il a inventées il y a deux ans et poursuivi l'été dernier dans **Tribune Socialiste** ont la vie dure. Pour mettre en contact tous les gens qui veulent passer des vacances différentes, on va essayer de faire encore mieux et encore plus grand cette année. Alors, si vous connaissez des stages d'artisanat, de danse, d'expression corporelle, de balades écologiques, des trucs originaux pour les gosses, des sessions musicales, des réunions de discussions, des rencontres politiques ou autres, faites-vous connaître avant la fin du mois de décembre à Claude Boris, 57, rue Saint-Blaise, 75020 Paris. Et n'omettez aucun détail pour que les rencontres soient simplifiées et fructueuses. Merci.

• **Noël 1978** : les Compagnons Bâisseurs organisent plusieurs chantiers pendant les vacances de Noël. Si vous êtes intéressés, adressez-vous au secrétariat des Compagnons Bâisseurs, 5, rue des Immeubles Industriels, 75011 Paris - tél. : 373-70-63.

TOUBIB AU CHOMAGE

Un camarade du P.S.U., médecin généraliste, cherche un boulot, si possible correspondant à ses idées. Ça n'est pas si simple, mais si vous avez des tuyaux à lui passer, écrivez-lui. Il cherche plutôt dans la région Rhône-Alpes. J.-J. Du Chesne, 01930 Champdor.

Noël avec Syros

Grand choix de livres - cadeaux pour enfants et adultes.

• Album à partir de 2 ans

• Bandes dessinées

(F'MURR, LAUZIER, Régis FRANC, FRED...)

• Livres de collection

**GRANDE JOURNÉE DU LIVRE
LE SAMEDI 16 DÉCEMBRE
DE 9 H A 19 H**

Demandez à la : Librairie Syros, 9, rue Borromée, 75015, la liste des ouvrages.

Disponibles pour les fêtes, en joignant une enveloppe timbrée avec votre nom et adresse.

ADIEU SAID

Le P.S.U. rend un dernier hommage à Said, ce militant hors du commun. Toujours présent et disponible, notamment dans les moments difficiles, il forçait l'estime et la sympathie. Il n'avait pas son pareil pour ranimer les enthousiasmes défailants et imposer la bonne humeur. Il manquera au P.S.U. Il manquera à tous ses camarades.

Fédération des Yvelines. ■

humeur

Le Père Noël de l'An 2000

QUAND « Tribune Socialiste » sortira de l'imprimerie, les Français en général et les habitants de la presqu'île du Cotentin en particulier seront sur le point de toucher avec quelques jours d'avance un merveilleux cadeau de Noël offert par le gouvernement japonais. Une manne pour notre économie moribonde, une première bouffée d'oxygène pour notre balance des paiements, un avant-goût du libéralisme avancé de l'an 2000 : 35 tonnes de déchets radio actifs que, par faveur spéciale, nous allons avoir le droit de retraiter pour le compte des Japonais qui ont bien voulu, pour nous faire plaisir, se désaisir de cette première et précieuse cargaison. Si nous sommes sages, si nous avons le bon goût de stocker chez nous tout ce que nous tirerons de cette cargaison poubelle, c'est promis juré, on nous en enverra d'autre, et du meilleur, garanti 24 000 ans.

Le Cotentin, poubelle de la France ? La France, poubelle de l'Europe ? Il ne faut rien exagérer puisqu'il paraît que cela créera des emplois. Dangereux pour les ouvriers et les techniciens ? Là encore, il ne faut pas dramatiser : les dangers d'irradiation contraignent le personnel à tourner assez vite et, du coup, cela fait bien plus d'emplois que l'on croit. Il suffit de faire la queue et d'attendre son tour.

Le Pacific-Fisher — nom du rafiot qui trimbale cela depuis le Japon —, est une véritable bénédiction : loués soient les Japonais qui ont bien voulu mettre leur première merde de côté pour le bonheur économique des Français. C'est nous les plus malins, les plus écolos : on fait de la récup' avec ce que les autres jettent. C'est pas la C.G.T., même nouvelle vague, qui

aurait l'inconscience de se plaindre : la merde qui gagne des sous, la merde qui crée des emplois, ce n'est plus de la merde, mais de l'or en Barre. Dans le fond, beaucoup de gens de la C.G.T. et des alentours vous le diront : un bon coup de badigeon rouge là-dessus, et les déchets ne sont plus-dangereusement-radio-actifs. Suffit, à partir de ce moment-là, de ne pas se laisser tomber un fût plein sur les pieds en le déchargeant.

Quant aux travailleurs irradiés, ils ont qu'à faire attention à ne pas mettre des gants troués. Et pour ce qui est des vaches dont le lait est trop radioactif, c'est bien fait pour leurs cornes : elles ont qu'à bouffer du tourteau et des aliments tout préparés, comme les véritables vaches de l'an 2000. Remarque similaire et de bon sens pour les pêcheurs : ils ont qu'à changer de profession. On ne va quand même pas gâcher l'an 2000 pour quelques minorités.

Réjouissons-nous donc du geste du Père Noël japonais, il nous montre la bonne voie, celle du vrai développement, celle du « **tais-toi et travaille** ».

Le Père Noël français le guette car il sait que dans cette hotte il trouvera une autre recette d'or en Barre : comment faire bosser plus en payant moins et en mettant tout sur le dos de ces salopards d'écolos qui veulent pas prendre le moindre risque pour qu'on ait un peu plus chaud à la maison l'hiver.

C.-M. VADROT ■

P.S. : Lesquels salopards d'écolos sont bien capables d'aller tenter de renverser la hotte du seul étranger que Dijoud attend avec impatience. On vous racontera...



VIETNAM : DES LARMES DE CROCODILES

L'article intitulé l'« Exodus » vietnamien, paru sous la signature J.S. « T.S. » n° 805 m'a profondément irrité.

Avant de se mettre à larmoyer avec les autres crocodiles de la presse occidentale ou pro-chinoise, il serait souhaitable de faire un minimum d'analyse des raisons politiques et sociales de cet exode. Ce qu'on oublie un peu trop vite, c'est que l'installation d'une société socialiste ne fait pas que des heureux, et qu'il y a inévitablement des pleurs et des grincements de dents, surtout dans un pays comme le Sud-Vietnam, qui pendant vingt ans vivait de trafics, de spéculations, de prostitutions, et des pourboires de l'armée américaine. A tous ceux qui vivaient de parasitisme et qui se retrouvaient au chômage le lendemain de la libération, les dirigeants vietnamiens ont proposé d'aller travailler la terre, dans des conditions ni plus ni moins dures que celles des paysans traditionnels, mais avec un salaire garanti : certains ont joué le jeu, d'autres ont estimé dégradant pour des citadins élégants de travailler la terre ; est-ce une atteinte aux droits de l'homme que d'obliger des petits-bourgeois à faire un travail de paysans, dans un pays au bord de la famine ?

Quant aux petits et gros commerçants (généralement Chinois) de Cholon, ils trafiquaient et spéculaient déjà sous l'ancien régime. Le nouveau gouvernement les a laissés continuer en paix pendant trois ans, pendant lesquels ils ont continué à détourner du riz et d'autres nourritures destinées au marché officiel, pour faire du marché noir. Spéculer sur les produits alimentaires ce n'est pas très joli, mais spéculer sur des produits de première nécessité, lorsque la production alimentaire n'atteint que 75 % des besoins minimaux, c'est un crime. Des affaires comme les commerçants du Sud-Vietnam sont responsables de centaines de milliers de morts ; aussi je ne vois pas pourquoi j'en aurais pitié [...].

Daniel TAUPIN, Orsay ■

EVITEZ LE MELODRAME

Des réfugiés fuient aujourd'hui ce Vietnam, hier ravagé par les bombes américaines, et brûlé par le napalm et les armes chimiques, aujourd'hui noyé par les inondations, et pris dans la tenaille de la « rivalité » soviéto-chinoise.

Des hommes, dont beaucoup luttèrent au sein du F.N.L., ou à ses côtés, sont emprisonnés. Tout cela est vrai, et douloureux. Cela nous autorise-t-il, du fond de notre Occident confortable, à nous jeter dans la meute qui hurle son indignation sans entendre l'accusé, sans tenter de l'interroger ? A nous joindre également aux médias qui distribuent largement aujourd'hui les images des bateaux de réfugiés, après s'être hier abstenus de faire voir les désastres de la guerre ?

Nous sommes, nous avons toujours été les premiers à dire que les droits de l'homme se devaient défendre partout et sans discrimination. Ici aussi, nous le ferons, nous le faisons. Mais qu'il nous soit permis de demander à ces journalistes héroïques, à ces vaillants philosophes parisiens pourquoi ils ne se rendent pas, par exemple, en Thaïlande, pays « occidental », et facilement accessible, pour y savoir ce que l'on y fait des réfugiés khmers, qui fuient, eux, des massacres, et où dans la région frontalière, on les installe entre les champs de mine pour y « travailler la terre » et leur confisquer ensuite la moitié du fruit de leur travail ? Et nous résumons ici une déclaration de l'administrateur local. Pourquoi ne pas s'y informer aussi du nombre de ces réfugiés massacrés par la police thaï ?

Vertueux ? Soit. Mais, de grâce, soyez-le aussi chez vous, et songez que si l'information est nécessaire, les démarches les plus nécessaires ne sont pas toujours les plus mélodramatiques.

Jeanne BRUNSCHWIG ■

DES LETTRES TERRIFIANTES

J'approuve totalement la réponse de José Sanchez aux effarantes et terrifiantes lettres de lecteurs du « T.S. » n° 806 à propos de

l'article sur le Vietnam qui osait appeler un chat un chat, un régime totalitaire par son nom.

Si le P.S.U. ne dit pas la vérité, qui donc la dira ? Et il en a non seulement le droit, mais le devoir, au nom, justement, des combats qu'il a menés, des espoirs qu'il a contribués à alimenter. Le P.S.U. doit même aller encore plus loin ; il doit avoir le courage et l'honnêteté, à l'exemple de Jean Lacouture, dans son livre **Survivre le peuple cambodgien !**, de reconnaître ses responsabilités dans les atrocités présentes : certains socialistes hâtifs à des mouvements de « libération » sur lesquels il manquait d'informations ; une naïveté aux conséquences dramatiques (pas pour nous, pour les peuples que nous prétendions aider à se « libérer » qui donnait crédit à un langage et à des intentions sur leur simple référence au socialisme [...]).

Christine CARLIER, Paris ■

LES NOTABLES P.S.U.

Bonjour ! Juste un petit mot sur la manif Larzac. Quelle déception de voir tant de banderoles d'organisations politiques ! Ce n'était ni dans « l'esprit Larzac », ni pour attirer du monde à ce genre de manifs. On y voyait le P.S.U. d'ici et le P.S.U. de là... sans oublier les élus autogestionnaires ceints comme des notables. Il me semble que Boissy-Saint-Léger était la seule ville présente sous sa propre bannière, en dehors bien entendu, des comités locaux Larzac. Pourtant Boissy-Saint-Léger est une ville comme tant d'autres avec des élus P.S., P.C., P.S.U. qui ont tous, à tour de rôle, porté la banderole. Quel peut-être le rôle des élus P.S.U. s'ils n'arrivent même pas à amener leur conseil municipal à prendre position et à manifester ensemble à une manif Larzac ? Le P.S.U. va encore longtemps compter ses propres drapeaux dans les manifs ? Il aurait gagné à mobiliser dans les villes des pourvus de comités Larzac, plutôt qu'à vouloir encore une fois récupérer [...].

J.-P. GIRAULT, Boissy-Saint-Léger ■

bulletin d'abonnement

Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. ☐ Mme ☐ Mlle ☐
NOM..... Prénom.....
Adresse.....
Profession.....
Code postal..... Ville.....

S'abonne pour 1 an ☐ 6 mois ☐ (1)
Ci-joint un versement par chèque bancaire ☐ postal ☐ (1)
à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.

Tarifs : 1 an : 150 F ; 6 mois : 80 F ; soutien : 200 F.

(1) Cocher la case correspondante.

Directeur politique : Jean-Marie Demaldent

Rédacteur en chef : José Sanchez

Rédacteur en chef adjoint : René Lanarache

● Où va la France ? : L. Goldberg, Y. Sparfel, Y. Craipeau, C. Deshiat, M. Etienne, V. Fay, G. Hercet, D. Lambert, V. Leduc, S. Lyllan, M. Mousel, J.-F. Thoraval, F. Turquan

● Et pourtant elle tourne : J. Jullien, Ph. Marielie, B. Ravenel

● Les Armes de la critique : G. Akoun, B. Blanc, F. Claire, E. Ertel, F. Gastellier, J.-F. Mathé, D. Nores, C.-M. Vadrot

Dessinateurs : Batellier, Cagnat, Desmoulins, Fénu, Filipandré

Maquette et collaboration technique : Max Pagis

Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise Chailleux

Directeur de la publication : Geneviève Petiot

Édité par la SARL « Société nouvelle de presse politique »

9, rue Borromée, 75015 Paris

Rédaction : 566-45-64 et 566-45-37 poste 37

Administration et publicité : 566-45-37

Numéro de la commission paritaire : 37 392

Distribué par les N.M.P.P.

Composition, photographie, impression : S.N.I.L., 3, rue de Nantes, 75019 Paris. Tél. 208-64-05

Changement d'adresse :

Joindre la bande d'un des derniers envois et 3 F en timbres postes

● Editorial

Un courant novateur

par **V. Leduc** p. 5

● Où va la France ?

R.P.R. entre fronde et farce

par **L. Goldberg** p. 6

● Social

Durée de travail :

le temps de vivre

par **J.-Y. Sparfel** p. 7

Sidérurgie :

la grande saignée

par **M. Anvers** p. 8

Indemnisation du chômage :

le coup de Boulin

par **J.Y.S.** p. 8

Pour préparer le XI^e congrès... p. 10

● Points de vue

Notre axe prioritaire :

rassembler sur un projet

autogestionnaire p. 11

Autogestion et organisation .. p. 12

La répression est au bout du

pouvoir p. 13-14

Femmes :

changer la politique p. 15

Pour l'union de

l'extrême gauche p. 16

Des questions qu'il faudra

trancher p. 17

Un coup de rétro

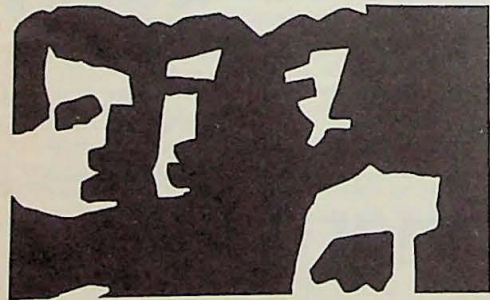
pour avancer p. 18

Rassembler les

autogestionnaires p. 19

3^e courant de la gauche

ou tendance du P.S. ? p. 19



● Et pourtant elle tourne

Face aux élections européennes :

une stratégie à préciser

par **B. Ravenel** p. 20

Erythrée : la responsabilité

soviétique

par **Ph. Mariélie** p. 21

Iran : des « réfugiés »

cousus d'or p. 22

● Les armes de la critique

Rue du prolétaire rouge

par **J. Sanchez** p. 22-23

500 000 F : encore un coup

de collier p. 24

Un courant novateur

Par Victor LEDUC



Bernard Vincent, dans un article au titre provocateur paru dans **Le Matin** : « **Faut-il brûler la gauche américaine ?** », estime que deux gauches distinctes, aux motivations et aux finalités différentes, existent dans le pays.

L'une regrouperait ceux qui croient à « **la révolution par en haut** », au rôle moteur des organisations verticales, à l'action organisée des masses, au contrôle étatique des grands moyens de production, etc.

L'autre mettrait l'accent prioritaire sur l'action des individus et des groupes, sur la création d'espaces d'autonomie et d'autogestion, sur le mouvement associatif et la transformation « **horizontale** » du tissu social.

C'est cette dernière attitude, largement importée des Etats-Unis, qui mériterait l'appellation de « **gauche américaine** », selon Bernard Vincent, qui ne semble pas ici avoir la même interprétation que Jean-Pierre Chevènement.

Toujours est-il que s'il veut ainsi décrire la situation actuelle du mouvement ouvrier et populaire, Bernard Vincent fait l'impasse sur la composante la plus neuve et la plus dynamique de ce mouvement au profit d'une vision dont le schématisme n'est pas sans arrière-pensées politiques.

Qu'une fraction « **centraliste** », « **étatiste** » et « **productiviste** » continue d'exister même si elle emprunte un autre langage aujourd'hui, cela est incontestable. Mais il existe aussi une combinaison de centralisme et de décentralisation, de productivisme et d'antiproduktivisme sectoriels, un mélange de technocratie et d'autogestion qui compose le visage le plus moderne de la social-démocratie.

Toute l'astuce de certains commentateurs est de laisser croire que les choix politiques de la gauche se limitent au centralisme, certains disent au « **social-étatisme** » ou à une ligne « **libérale-libertaire** » qui serait tracée par les mouvements sociaux. Ils passent ainsi sous silence, d'une part, la tentative de récupération de ces mouvements par le réformisme, d'autre part, le développement d'une prise de conscience nouvelle qui tend à unifier les aspirations de la classe ouvrière et celles des couches nouvelles de travailleurs, des femmes, des jeunes et des sans-emploi.

Les uns et les autres veulent maintenant à la fois changer les rapports de production et changer la vie, ou encore, ne séparent pas révolution sociale, révolution politique et révolution culturelle.

Ce courant nouveau ne peut croître véritablement dans aucune des grandes organisations dont les cadres, les structures, les traditions, reproduisent inévitablement le centralisme et le réformisme. Leurs militants aspirent cependant de plus en plus à briser le carcan pour échapper à la répétition des échecs.

Ce courant novateur, qui aujourd'hui traverse aussi les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier, le XI^e congrès du P.S.U. doit contribuer à lui donner l'expression politique dont il a besoin pour assurer son développement. ■

où va la France ?

R.P.R. : entre fronde et farce

De son lit d'hôpital, Chirac s'en prend solennellement au "parti de l'étranger"... A droite — comme à gauche — on prend date en vue des élections européennes.

La nouvelle fronde du R.P.R. sombrera-t-elle comme les précédentes dans la farce la plus débridée ? Tout a commencé le 30 novembre dernier à l'Assemblée nationale : au nom des grands principes et avec un joli mouvement de menton, les députés R.P.R., dressés comme un seul homme, rejettent un projet de loi relatif à l'unification de la T.V.A. dans la communauté européenne. Il est vrai que ce projet visait en premier lieu un certain nombre de professions libérales qui se seraient trouvées, comme de vulgaires épiciers, assujetties à la T.V.A... Las ! Quelques jours plus tard, sous la pression discrète mais efficace du gouvernement, il fallait en rabattre : la queue entre les jambes, les malheureux ex-gaullistes, entraînés, il est vrai, à ce genre d'exercice, revenaient sur leur vote et approuvaient le projet. Episode peu glorieux, on en conviendra.

N'était-ce qu'un début, fâcheux certes, mais annonciateur d'initiatives planifiées et rigoureuses ? Le mercredi 6 décembre, de son lit de l'hôpital Cochin, Jacques Chirac lance un appel aux Français les invitant à la résistance face aux sombres desseins du « parti de l'étranger ». Un nouveau 18 juin ? Pour Claude Labbé, président du groupe R.P.R., « Un appel de cette hauteur mérite une certaine réflexion... M. Chirac voit la France au-delà de sa représentation actuelle... ». Rien de moins : la mise en garde solennelle d'un visionnaire en forme de triple « non » : « Non à la politique de supranationalité. Non à l'asservissement économique. Non à l'effacement international de la France ». On aura reconnu des accents qui font se dresser fièrement tout ce que la classe politique compte de grognards prêts à lancer un immense cocorico à la face de l'univers. Plus prosaïquement il s'agit de prendre date en

vue — on l'aura compris — des prochaines élections européennes.

D'étranges convergences

Bref, d'ici juin 79 les escarmouches vont succéder aux chausse-trappes entre le R.P.R. et le gouvernement, devant une opinion blasée, certaine qu'elle est de voir toutes ces tempêtes dans un verre d'eau se solder par de laborieux compromis et des reculades précipitées.

Tout ce théâtre ne mériterait guère que l'on s'y attarde si d'étranges convergences ne prenaient corps. Ainsi on a pu voir une majorité R.P.R. et P.C.F. se constituer à la commission des lois de l'Assemblée nationale à propos du financement de la prochaine campagne électorale, tandis que le P.S. se retrouvait avec l'U.D.F. Le sujet en lui-même — la possibilité ou non pour les institutions de la C.E.E. de consacrer des fonds à la campagne — n'est guère fondamental. Chacun sait depuis belle lurette — et le R.P.R. mieux que quiconque — que les partis politiques ne se financent pas uniquement par les cotisations de leurs adhérents.

Mais il est inquiétant de voir s'esquisser autour de thèmes nationalistes une sorte de front commun du refus de l'Europe entre la droite populiste autoritaire et une partie de la gauche. Il est inquiétant de voir le P.C.F. se lancer dans une campagne à dominante chauvine d'où la moindre référence internationaliste est absente. D'autant que certains secteurs du P.S. — les chefs historiques du CERES notamment — sont fort tentés par de telles facilités, tandis qu'une bonne partie de l'extrême gauche s'y rallie déjà peu

ou prou au nom de la lutte contre l'Europe « germano-américaine ».

Il est inquiétant de constater que le système monétaire européen n'a donné lieu le plus souvent qu'à un débat rituel et sans portée, mené à coups de discours idéologiques et de dénonciations politiques.

On peut se demander si, loin d'être une vaste entreprise machiavélique aux conséquences incalculables — comme le suggèrent le P.C.F. et une partie de l'extrême gauche — le S.M.E. n'est finalement rien d'autre qu'un « serpent » amélioré dont la survie au-delà d'un an paraît des plus aléatoires.

Déjà nombre de spécialistes estiment que le franc ne pourra pas suivre le mark dans son ascension par rapport au dollar, et qu'une fois de plus — de préférence après juin 79 — Giscard se retirera piteusement du S.M.E. non sans avoir dilapidé une bonne partie des réserves en devises de la Banque de France, et s'être endetté jusqu'au cou.

C'est précisément pour ne pas se trouver dans cette situation que l'Italie et la Grande-Bretagne hésitent ou évitent de s'engager dans cette opération, laissant Giscard se dépatouiller tout seul avec Schmidt.

Par un autre bout

Face aux problèmes posés par l'internationalisation des capitaux et des échanges, la gauche n'a jusqu'à présent guère apporté d'éléments de réponse. Elle apparaît le plus souvent à la remorque des différentes fractions de la bourgeoisie, soit qu'elle opte pour le repli nationaliste (comme le Parti communiste), soit qu'elle accepte la logique du marché mondial (comme c'est le cas de larges secteurs du P.S.).

Il serait peut-être temps de prendre les problèmes par un autre bout. Il ne sert à rien de dénoncer le processus en cours d'intégration des économies européennes au profit d'un capitalisme multinational, si le mouvement ouvrier ne s'engage pas lui-même dans la voie d'une coordination des luttes et des objectifs à l'échelle du continent. C'est peut-être sur cette voie-là qu'il importe aujourd'hui de s'engager.

Léo GOLDBERG ■

N.D.L.R. — Certaines analyses évoquées ici, notamment sur la portée à attribuer au S.M.E., ne sont pas partagées par toute la rédaction. Cf. article de Bernard Ravenel : « Europe des Neuf : le grand dessein », T.S. n° 806.

P.C.F. : "Laissez venir à moi les contestataires..."

A l'initiative du Bureau politique du P.C.F., 400 intellectuels communistes ont été réunis, le week-end dernier, à Vitry. Avant la rencontre, il était difficile de deviner les objectifs recherchés par la direction communiste. S'agissait-il essentiellement de renouer un dialogue pour préparer, dans la foulée du XXIII^e congrès, une redéfinition de la politique culturelle du P.C.F. et de l'analyse de classe des rapports entre ouvriers et intellectuels ? Ou bien le but n'était-il pas d'isoler les contestataires les plus gênants en se conciliant les autres ? La composition « des 400 » le faisait craindre puisqu'il s'agissait de responsables, à des titres divers, des revues ou activités culturelles officielles du P.C.F. ; ce qui excluait par exemple les collaborateurs de *Dialectique* et de très nombreux universitaires.

Après la tenue de cette rencontre, la question des intentions reste obscure. Par contre, il est clair que si la seconde hypothèse était la bonne, elle n'a pas réussi. Georges Marchais s'est chargé involontairement d'éviter l'isolement total aux plus

contestataires (Jean Rony, Raymond Jean, Hélène Parmelin, Etienne Balibar, Christine Bucci-Glucksmann, Jean Elleinstein, etc.) en affirmant que « les pays socialistes présentent un bilan globalement positif ». Cette affirmation a été critiquée par beaucoup d'orateurs, y compris ceux dont la direction recherchait l'adhésion, c'est-à-dire, par exemple, les auteurs de l'URSS et nous. Alexandre Adler et Claude Frioux, tout en soulignant ce qui les sépare de Jean Rony, ont tenu à afficher un point de vue critique ; l'un à l'égard du ton utilisé par Maxime Gremetz à l'égard de Jean Rony ; l'autre contre l'appréciation de Georges Marchais sur les pays « socialistes ».

Les contestataires se félicitent également de la tenue, à leur demande, après les quatre groupes de travail, d'une assemblée générale de synthèse qui n'était pas initialement prévue. Et surtout d'avoir obtenu la publication dans *l'Humanité* d'un compte rendu des groupes de travail qui a été réalisé de façon satisfaisante.

J.-M. D. ■

Durée du travail : Le temps de vivre

La France est le pays d'Europe où l'on travaille le plus. Réduire la durée du travail n'est pas simple. Le patronat a sa recette. Les syndicats l'ont repoussée.

Rappel : conquête sociale fondamentale car elle mettait fin à des dizaines d'années d'arbitraire patronal, la loi de juin 1936, premier résultat tangible de la victoire du Front populaire, affirmait le principe que la durée légale hebdomadaire du travail serait de quarante heures, en cinq jours, et que la durée maximale ne saurait en aucun cas dépasser soixante heures.

Depuis le 9 décembre 1978, il ne va subsister de cette loi que l'obligation des quarante heures. Le plafond de soixante heures, ramenée à cinquante-deux, passe depuis ce jour à cinquante. Mais surtout, la répartition en cinq jours ouvrables vient de se « faire tordre le cou », par le biais d'un amendement déposé par le député U.D.F. du Bas-Rhin, Adrien Zeller, approuvé par le ministre du Travail, puis par la majorité au Parlement. Cela s'est produit dans le cadre de l'adoption d'une loi peu significative (elle ne concerne que 0,5 % des salariés) visant à ramener (sans compensation de salaire [sic]) la durée maximale du travail de cinquante-deux à cinquante heures par semaine.

Un homme a dû se rejouer à l'annonce de ce vote : c'est Lucien Bichet, P.-D.G. d'une entreprise de 160 salariés (International Decors, dans les Vosges) qui avait en effet été condamné voici peu à quelques centaines de francs d'amende par le tribunal de Saint-Dié.

La raison ? Il n'appliquait pas la loi de 1936 mais déjà l'amendement Zeller : quarante heures en quatre jours, avec l'accord, d'ailleurs, du comité d'entreprise et de ses salariés.

Aménagement ou déménagement ?

Un premier pas a en effet été franchi vers le démantèlement de la loi de 1936. Une loi à laquelle le C.N.P.F. propose de substituer des horaires beaucoup plus souples, dans le cadre d'une durée annuelle légale de mille neuf cent vingt heures (quarante-huit fois quarante heures). Les avantages, pour le patronat, seraient multiples : selon les commandes et les aléas de la conjoncture, la durée de travail journalier, hebdomadaire ou mensuel pourrait changer, sans que le chef d'entreprise ait à payer d'heures supplémentaires ni à se soucier du nombre de jours travaillés dans une semaine. Ni du samedi, ou du dimanche. De plus, l'absentéisme qui dérange souvent ses normes de production, serait ainsi résolu à son avantage. Il tenterait, par l'horaire et le salaire annuel, de récupérer les absences de courte durée pour convenances personnelles. Il essaierait aussi d'éliminer certains congés réparateurs ou autres et, bien en-

tendu, avec l'appui de médecins complaisants, il compenserait les arrêts pour maladies et s'attaquerait aux heures de grève.

Ainsi sont tracés les dangers du projet patronal par la plupart des organisations syndicales C.G.T. et C.F.D.T., mais aussi par F.O. Cette dernière centrale syndicale, lors de son dernier comité confédéral national, l'a condamné comme un retour aux horaires individuels, donnant un exemple chiffré des propositions C.N.P.F. tout à fait significatif.

Ajoutons enfin que le projet patronal, qui ne correspond donc en rien à une réduction du temps de travail, entraînerait toute absence de contrôle collectif possible, soit par le comité d'entreprise, soit par les sections syndicales, soit par l'inspection du travail (jusqu'ici garants, par leurs avis consultatifs, ou leurs pouvoirs, du respect de la législation sur la durée du travail).

Le miroir aux alouettes

Pourtant, si les organisations syndicales dénoncent ce miroir aux alouettes, elles ont entamé avec le patronat une négociation qui dure depuis six mois. La dernière séance, qui devait se tenir le 6 décembre, a été annulée à la demande du C.N.P.F. Cette dérobade devant les propositions les plus récentes de la C.F.D.T., auxquelles se ralliait implicitement la C.G.T., ne laisse rien présager de bon.

Le C.N.P.F., n'obtenant dans les négociations qu'un refus net des organisations syndicales et des contre-propositions (qui représentent pourtant des compromis par rapport à leurs objectifs revendicatifs), ne serait-il pas tenté de faire passer au Parlement ce qu'il ne peut imposer autrement ? Certains dirigeants syndicaux le craignent. D'autant plus que la propagande patronale en faveur des horaires souples, variables, à la carte, a quelque succès auprès des travailleurs. Une certaine évolution du rapport au travail conduit aujourd'hui de nombreux salariés — les jeunes surtout —, à combattre l'absurdité du productivisme par le turn-over, l'absentéisme, et à rechercher des compensations dans une augmentation du temps de loisirs.

Le patronat détourne ces besoins, auxquels, par ailleurs, le modèle de consommation actuel offre de plus des réponses gadgetiques, en proposant à chacun des

L'atelier sellerie de Citroën (Aulnay-sous-Bois) : réduction du temps de travail ou horaire imposé avec réduction du travail ?



Exemple chiffré :

Horaire annuel minimum : 1 920 heures (48 semaines à 40 heures).

Pour les 232 journées de travail exigées pour avoir droit (?) à 5 jours de repos... l'année suivante, il faut effectuer obligatoirement, chaque jour (de ces 232)

1 920 ▲ 8,276 heures

232 = soit 8 heures et 16 minutes

En y ajoutant le contingent de 280 heures supplémentaires (contractuellement acceptées ?), la journée de travail ainsi normalisée serait de 9,483 heures soit 9 heures et 29 minutes.

Durée du travail dans la Communauté européenne

	Hebdomadaire	Annuelle
France	42 h 30	1 862 h
Grande-Bretagne	42 h 12	1 940 h
Italie	41 h 30	1 521 h
Allemagne	41 h 24	1 680 h
Belgique	38 h	1 550 h

Sources : Commission des Communautés européennes SEC (78) 740/4 du 10 mars 1978, enquête d'avril 1977. Eurostat I. 1978, enquête 1975.

horaires variés, dont lui seul cependant aurait la définition. Mais ça marche. Après des femmes en particulier, pour qui les horaires des écoles, des crèches constituent un vrai supplice, entraînant la quotidienne course contre la montre au sortir du bureau ou de l'usine. Ça marche, avec tous les jeunes qui n'ayant pas encore de charges de famille, de crédits sur le dos, de « place » ou de « qualification » dans une entreprise, changent facilement d'emploi pour ne pas rester bornés aux quatre murs de la « taule ».

Alors, que proposer ? Les syndicats disent, en substance : réduisons le temps de travail. La France est, en effet, le pays d'Europe où l'on travaille encore le plus longuement chaque semaine.

Les contre-propositions syndicales pour concilier la nécessaire réduction de la durée du travail et le succès du contingent annuel d'heures travaillées avaient amené Edmond Maire à proposer au C.N.P.F. les dispositions suivantes : contingent annuel de 1 800 heures par an, soit 45 semaines de 40 heures. A mi-chemin entre les 1 920 heures du C.N.P.F. et les 1 680 heures proposées par la C.G.T. (48 semaines de 35 heures), considérées par Georges Ségué comme une étape envisageable vers les 35 heures, puisqu'elle aboutirait à ne travailler, dès maintenant, que 38 heures environ pendant 48 semaines, semblait le dernier compromis acceptable. Il aurait impliqué, en cas d'accord, des modalités d'application sérieuses, en particulier la création d'effectifs, la non-réduction de salaires et la discussion branche par branche, pour éviter qu'il n'entraîne immédiatement une augmentation de la charge de travail.

La réduction du temps de travail devient donc un axe essentiel des luttes sociales prochaines. Habilement utilisée par le patronat, elle peut conduire (comme c'est le cas dans la sidérurgie) à un horaire imposé, avec réduction des salaires, un chômage partiel déguisé, une hausse de la charge de travail à répartir sur tous les salariés. Imposée par les travailleurs, elle pourrait correspondre à nos objectifs : du temps pour vivre autrement, pour partager l'éducation des enfants et les tâches ménagères, pour d'autres loisirs, et entraîner la création d'emplois utiles.

Une bataille capitale donc, à mener dès aujourd'hui.

Jean-Yves SPARFEL ■

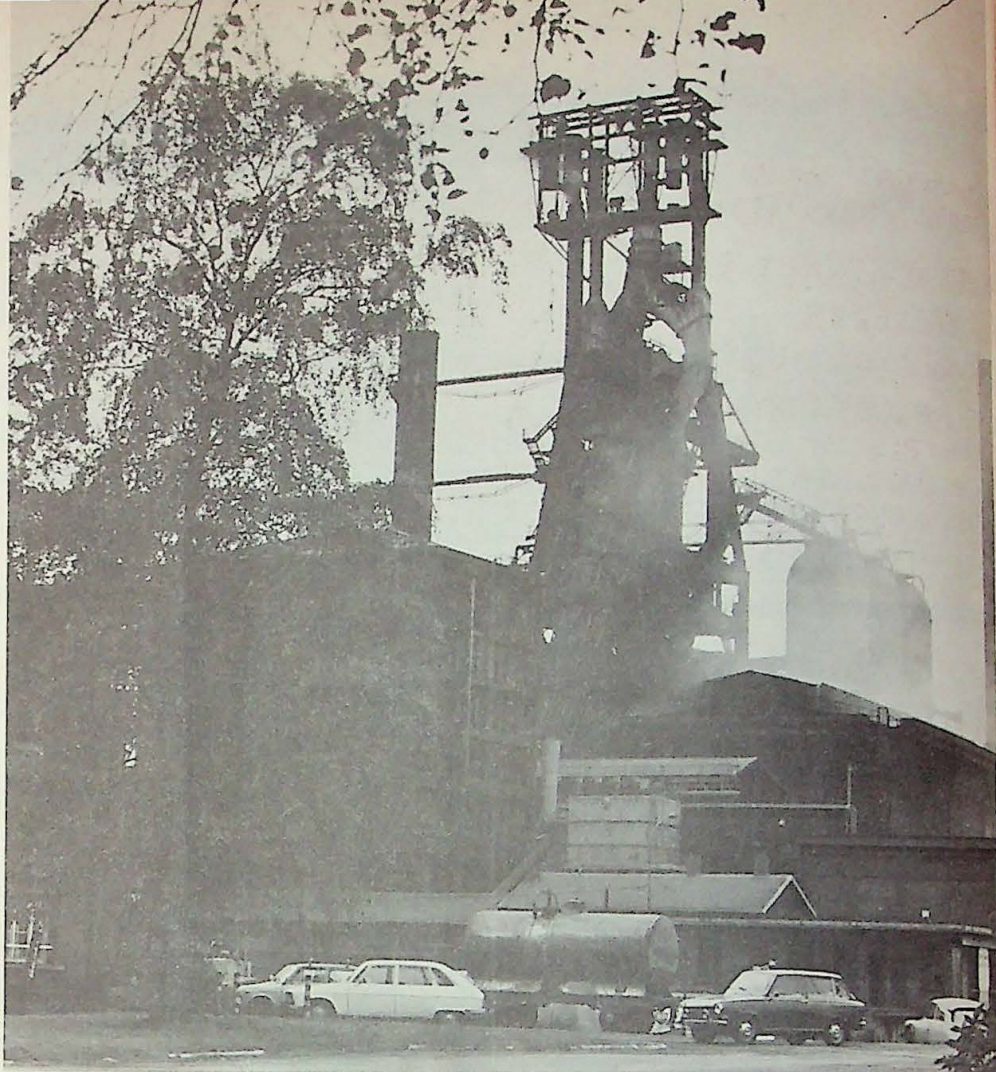
LA C.F.D.T. ET LES HEURES SUPPLEMENTAIRES

● Des heures supplémentaires exceptionnelles peuvent être effectuées au-delà de 40 heures ou de 42 heures en cas d'accord, après avis des organisations syndicales d'employeurs et de salariés sur autorisation de l'inspecteur du travail, dans les limites suivantes :

● La durée hebdomadaire du travail calculée sur une période de quatre semaines consécutives, ne peut dépasser 44 heures. Au cours d'une même semaine, la durée du travail ne peut dépasser 48 heures.

● Ces heures supplémentaires exceptionnelles restent disponibles en nombre limité. Elles donnent droit aux travailleurs à un repos compensateur de 1 heure 15 minutes par heure supplémentaire à prendre selon leurs besoins.

● Elles ne peuvent avoir pour effet de porter la durée annuelle du travail effectif des salariés au-delà de 1 800 heures par an. ■



Lorraine, région sinistrée : les « nouveaux sidérurgistes » n'ont pas fini de frapper.

Sidérurgie : La grande saignée

En décembre 1975, près de 160 000 salariés travaillaient dans la sidérurgie. A la fin de 1980, ils seront moins de 120 000.

Sans aucune négociation préalable, malgré les milliards de subventions du dernier plan de financement, avant même que ne soit achevé le délai d'application de la Convention sociale de 1977 qui prévoyait déjà la suppression de 16 000 emplois et qui selon les termes de Giscard ne constituait pas « un replâtrage provisoire et conjoncturel », les « nouveaux sidérurgistes » ont frappé. Et c'est une véritable saignée de l'emploi qu'ils vont provoquer : 21 000 licenciements s'ajouteront dans les prochains mois aux 20 000 déjà réalisés depuis février 1977. 155 553 salariés travaillaient dans la sidérurgie en décembre 1975, ils ne seront plus que 118 000 environ à la fin de 1980.

En bonne logique capitaliste, la restructuration Usinor-Chiers-Chatillon, et la rationalisation des activités de Sacilor-Sollac vont amener la suppression, respectivement, de 12 500 et de 8 500 emplois. Or les possibilités de mises à la retraite anticipée ayant été épuisées par la première saignée sociale, c'est bien de licenciements dont il est question, et qui seront réalisés « à vif » avant même que les quelques industries nouvelles — automobiles — de remplacement soient entrées en activité. Des régions entières seront touchées (14 000 licenciements en Lorraine) et la décision d'achever Neuves-

Maisons ne peut faire oublier la condamnation de l'usine d'Usinor à Longwy.

Après les « dossiers » du téléphone (15 000 suppressions d'emplois en trois ans), du textile, des chantiers navals, du bâtiment et des travaux publics, la nouvelle crise de la sidérurgie fait plus qu'ajouter au drame de la situation, elle traduit le caractère autoritaire des solutions patronales et la forfaiture des pouvoirs publics.

Forfaiture : « l'effet quantitatif global sur le chômage des « Pactes » (sur l'emploi d'avril 1977 et de mai 1978) paraît quasiment nul à terme », souligne l'INSEE dans sa dernière analyse de la conjoncture économique. Autrement dit, les pactes, c'est du vent, de la poudre aux yeux, offrant uniquement aux patrons un volant de main d'œuvre à bon marché. En 1978, le nombre des demandeurs d'emploi aura augmenté de 150 000 à 200 000 en 1978, précise l'INSEE, qui pour 1979 envisage un accroissement du chômage de 80 000 à 100 000 personnes. Raison principale : la recherche d'une productivité supérieure (elle a augmenté de 5 % en 1978) qui conduit les patrons à diminuer le nombre de leurs employés « plus par un arrêt de l'embauche que par des licenciements ».

Marc ANVERS ■

Indemnisation du chômage:

Le coup de Boulin

Après six mois, échec total des négociations C.N.P.F. - syndicats. Le gouvernement propose une loi: voilà qui ne laisse rien présager de bon.

Engagés depuis six mois dans des négociations sur la révision du système d'indemnisation du chômage, syndicats et patronat se sont séparés le 5 décembre au soir, au terme de leur neuvième réunion, sur un constat d'échec. Chacun s'en renvoie la responsabilité: pour la C.G.T. comme pour la C.F.D.T., elle incombe au C.N.P.F. et au gouvernement. F.O., la C.F.T.C. et la C.G.C. s'associent également à cette dénonciation.

Comme pour les négociations sur la durée du travail, la C.F.D.T. avait pris, avec l'accord des autres organisations syndicales, l'initiative d'une proposition qui représentait le dernier compromis possible.

Il faudrait 5 milliards en 1979

Les données de base du problème en discussion sont à la fois simples et énormes: sur 1 344 123 chômeurs (dernières statistiques officielles), 43 % ne perçoivent aucune indemnisation; 18 % n'ont que l'aide publique, c'est-à-dire de 410 à 495 F par mois; 9 % ne touchent que les allocations ASSEDIC (c'est-à-dire 35 % de leur salaire antérieur); 18 % reçoivent à la fois l'aide publique et les allocations ASSEDIC; enfin, 13 % béné-

ficient de 90 % de leur salaire au titre du licenciement pour motifs économiques.

La majeure partie de ces indemnisations est distribuée par les ASSEDIC, regroupées dans l'UNEDIC. Les fonds provenant des cotisations des patrons et des salariés sont gérées paritaires depuis 1958. Le coût des indemnisations de chômage versées en 1978 atteindraient, selon le chiffrage de la C.F.D.T., un peu plus de 20 milliards de francs en 1978. L'Etat y a participé pour 25 %, l'UNEDIC pour 75 %. Il manquera selon la C.F.D.T. environ un milliard de francs dans les caisses de l'UNEDIC pour payer les allocations de janvier. Bien que le gouvernement se soit engagé à débloquent des fonds permettant de les payer, le problème ne sera pas résolu. L'augmentation du nombre de chômeurs aidant, c'est en 1979 près de 5 milliards de francs de plus qu'il faudrait trouver si l'on s'en tenait au système d'indemnisation actuel. Ceci équivaudrait à une hausse de 1 % de la part UNEDIC prélevée sur la masse salariale (elle est à l'heure actuelle de 3 %).

Or, les organisations syndicales constatent que la part relative de l'Etat dans le financement de l'indemnisation du chômage n'a cessé de décroître depuis 1969 (elle atteignait 35,2 % à cette date contre 24,3 % aujourd'hui). Voilà pourquoi syndicats et patronat s'étaient mis d'accord sur au moins un point au cours de leurs négociations: l'augmentation de la part de l'Etat dans le financement. Le gouvernement a fait la sourde oreille pendant des mois.

Mais la négociation ne portait pas sur cet aspect financier. Il visait à harmoniser les prestations pour réduire les inégalités entre ceux ne touchant rien et ceux qui, par les 90 % hiérarchisés, ont une aide substantielle. Les discussions dérapèrent le 14 novembre sur les taux de dégressivité de l'A.S.A. (allocations supplémentaires d'attente), les 90 %. Le patronat souhaitait une diminution de 10 % par trimestre sur un an.

Les propositions syndicales

Les propositions syndicales communes avancées le 5 décembre dernier et formulées par la C.F.D.T. ont été une nouvelle fois rejetées par le patronat. Elles pré-

voyaient les mesures suivantes: la garantie de ressources aux démissionnaires prolongée pour au moins un an; les travailleurs licenciés à 55 ans seraient assurés d'avoir la garantie de ressources à 60 ans; le taux des allocations spéciales (aide ASSEDIC) serait amené à 45 % (au lieu de 40, 25 et 35 % actuellement), l'aide publique s'ajoutant; l'A.S.A. pour les licenciés pour motifs économiques distinguerait l'assurance chômage de l'aide publique, celle-ci s'ajoutant; les taux de l'A.S.A. (ex-90 %) seraient portés à 70 % les six premiers mois, 65 % le troisième trimestre, 60 % le quatrième trimestre, mais les salariés actuellement en cours d'indemnisation conserveraient les anciens avantages acquis; demande commune C.N.P.F. - syndicats que l'aide publique soit de 24 F par jour, valeur 79 en posant le principe d'un rattrapage pour parvenir à l'objectif de 50 % du S.M.I.C.; transfert des indemnités de formation à la charge de l'Etat sous réserve d'un niveau normal d'indemnisation.

En prenant l'initiative de refuser ce compromis, le C.N.P.F. s'était-il concerté avec le gouvernement? Toujours est-il que le ministre du Travail, Robert Boulin, prenait le lendemain de l'échec des négociations, l'initiative d'annoncer une loi-cadre sur ce problème, sans en donner le contenu qui ne devait être connu que le 13 décembre, après le conseil des ministres.

Là encore, comme pour la durée du travail, les syndicats craignent qu'on ne veuille leur forcer la main en leur imposant une solution conforme aux vœux du patronat par le biais d'une loi votée par le Parlement! Le ministre n'a pas, semble-t-il, remis en cause l'idée d'une parité de gestion de l'UNEDIC, a parlé d'unification et de simplification des régimes d'aide publique et d'ASSEDIC.

Mais les organisations syndicales s'en réfèrent à certaines conclusions du rapport Jouvain commandé par M. Boulin sur ce problème, estimant que le gouvernement se rangerait derrière les barèmes de dégressivité de l'A.S.A. souhaités par le patronat et pourrait remettre en cause les taux d'indemnisation déterminés par la convention nationale collective de 1958.

Ce type d'intervention du gouvernement dans les négociations constitue un précédent qui ne laisse rien présager de bon.

J.-Y. S. ■

Fermeture des A.P.O. : 350 Boulonnais à Paris

Près de Boulogne-sur-Mer, la fermeture des A.P.O. (Acieries de Paris et Outreau), trois usines dont deux très vétustes, entraînera 1 050 licenciements (cf. T.S. n° 806). Dans une ville qui compte déjà 6 000 chômeurs (pour plus de 60 000 habitants), le taux de chômage passerait ainsi de 14 à 20 % de la population active. Des entreprises comme Molnyske, Soeb, Burton ont déjà fermé. D'autres: Baignol et Farjon, Film Corporation, connaissent des difficultés.

Voilà pourquoi 400 Boulonnais ont manifesté lundi à Paris devant le siège social des Acieries de Paris-Outreau, situé près du parc Monceau.

Action traditionnelle: cordons de flics empêchant toute marche plus longue que celle autorisée, gardes-mobiles devant le siège, délégation accompagnée par des élus socialistes et communistes... « Paris-Outreau, c'est un bain », explique un militant aux rares journalistes présents. Pourtant à côté de nous fusent les cris: « Vivre et travailler dans le Boulonnais! A.P.O. français! »

Pourtant ce « bain » est la seule entreprise française produisant du ferro-manganèse. Grâce à un bon procédé de fabrication, il fournit même le meilleur acier spécial au manganèse

en Europe. Mais l'entreprise a le désavantage d'avoir pour principal client le plus gros trust sidérurgique américain l'US-Steel. Or celui-ci possède déjà 27 % du capital de Paris-Outreau.

Cette conjonction est une manière assez classique d'éliminer un concurrent. L'US-Steel ne s'intéresse guère à l'avenir de l'usine française. Une de ses filiales de droit français, la Comireg, s'est proposée de reprendre Paris-Outreau en location-gérance en payant vingt millions de francs et en annonçant 1 500 licenciements sur l'ensemble des 3 000 salariés. Quand on sait que la Comireg veut construire au Gabon une autre unité de ferro-manganèse, on comprend pourquoi les jours de Paris-Outreau sont comptés.

Il y a quelques mois, avant les législatives, ce genre de bradage aurait constitué un bon exemple de la nécessité de nationaliser, de préparer une reconversion et une modernisation. Il apparaît aujourd'hui comme une preuve supplémentaire de l'appui apporté par le gouvernement français à la stratégie des multinationales. Le « Vivre et travailler dans le Boulonnais! », scandé sur les trottoirs parisiens, semblait une bien maigre réponse face à l'implacable logique du capital. Mais elle existait, assez poignante pour émouvoir. ■

Pour préparer le XI^e congrès du PSU



SUPPLÉMENT A TRIBUNE SOCIALISTE N° 686

9 RUE BORROMÉE
75015

Pour une gauche
différente...
changer la politique

Au moment où vont se réunir nos congrès fédéraux, il est important que nous ayons tous une idée claire des enjeux du XI^e congrès. Depuis huit mois maintenant, la discussion est commencée dans le parti sur la place que peut et doit tenir le P.S.U. dans le champ politique, sur le rôle que nous devons jouer pour permettre la constitution d'un courant autogestionnaire révolutionnaire capable de s'exprimer aussi dans la vie institutionnelle française. Le débat qui s'est ouvert dans le parti, éclairé par les votes contradictoires intervenus à la dernière Direction politique nationale, précisé par les tribunes libres parues dans « Tribune Socialiste » (cf. n° 805, p. 7 et 8, et n° 806, p. 8, 9 et 10), n'est pas un problème différent de celui que nous nous posons depuis le début de nos discussions.

Le **Courrier du P.S.U.**, rassemblant l'ensemble des propositions pour le congrès de janvier vient d'arriver dans les sections.

Les premières réactions devant l'ampleur et, parfois, le caractère de la présentation de ce courrier font obligation de rappeler ce sur quoi, au minimum, il serait souhaitable que les fédérations soient mandatées (quitte à ce qu'elles ajoutent à cette énumération les autres points ou questions qui pourraient leur apparaître importants) :

- le rapport d'activité de la D.P.N. (page 2) ;
- les textes Initiatives du P.S.U. (champ politique du P.S.U.) :
 - texte majoritaire de la D.P.N. (avec son amendement contradictoire), pp. 9 et 10 ;
 - texte courant C, p. 54 (1).
- les élections européennes (texte à paraître dans la **Lettre du Bureau national**) ;
- le problème de la presse (**Lettre du Bureau national**) ;
- les quatre parties intitulées :

A) Enjeux et risques de la période

Deux positions divergentes qui nécessitent un vote :

- texte Mousel (plus texte Perrin, Fay, L'Isle Adam, Bouchardeau, etc. qui peuvent refléter des nuances diverses sur une même position de fond (**Courrier**, p. 19 à 23) ;
- texte courant communiste autogestionnaire (C) (p. 18-19).

B) L'Unité populaire

Points qui nécessitent un vote :

- Trois positions sur l'unité populaire (**Courrier**, p. 27) : texte Mousel, Berthier ; texte Ker ; texte « Communiste autogestionnaire ».
- Deux positions sur les objectifs d'unité d'action (p. 28) : textes Mousel, Fay, Arno, D.P.N. ; texte « Communiste autogestionnaire ».

C) Rassemblement autogestionnaire

Points qui nécessitent un vote :

- Quatre positions résumées p. 15 du **Courrier** (et publiées p. 33 à 35) : rapport D.P.N./texte Mousel ; texte Bellet (intégralement publié, p. 52) ; texte Chate-nay ; texte « Communiste autogestionnaire ».

D) Rôle, fonctionnement du P.S.U.

Sont seulement recensées ici les divergences de fond qui nécessitent un vote pré-cis :

- Sur le « champ politique du P.S.U. » (voir **Courrier**, p. 16) : textes Mousel, Fay, rap-port à la D.P.N., etc., p. 42-43 ; texte « Communiste autogestionnaire » (p. 42).
- Propositions du P.S.U. (cf. **Courrier**, p. 16) : textes Mousel, Jayet, Fay, D.P.N., Petiot, Bouchardeau, L'Isle Adam, Matthieu, Ro-man (p. 42 à 45) ; texte « Communiste autogestionnaire » (p. 42 et p. 54-55).
- Structures et fonctionnement : de nom-breuses divergences impossibles à résu-mer : nous demandons aux camarades de lire attentivement leur exposé page 17 du **Courrier** du P.S.U.

Bureau national élargi et
Commission de préparation du congrès ■

(1) En ce qui concerne les textes proposés par le courant C, les camarades demandent :

- un vote de prise en considération sur leur texte de synthèse (p. 54-55).
- si la prise en considération n'est pas adoptée, un vote point par point.

Saint-Etienne : 12, 13, 14 janvier Déroulement du Congrès

• Vendredi 12-14 heures :

- Désignation de la commission d'orga-nisation du congrès.
- Désignation de la commission des mandats.
- Vote du règlement intérieur du con-grès (par les délégués à main levée).
- Rapport d'activité de la D.P.N., de la C.N.S., etc.
- Débat.
- Et vote sur le rapport d'activité.

• Vendredi 12-17 heures et soirée :

- Débat général sur le « champ politique du P.S.U. ».
- Désignation des commissions de tra-vail (pour leur nombre, voir le texte ci-joint), les commissions étant « ou-vertes » pour le nombre de parti-cipants, mais chaque délégué ne pouvant s'inscrire qu'à une seule commission).

• samedi 13 - matin et après-midi :

- Travail en commissions.

• Samedi 13 en soirée :

- Réunion de la commission de « réso-lution » (4 délégués de chaque com-mission).
- Meeting public à Saint-Etienne.

• Dimanche 14 :

- Présentation des rapports de la com-mission.
- Présentation de la ou des résolutions issues de la commission des réso-lutions.
- Election de la D.P.N.

points de vue

Notre axe prioritaire :

Le rassemblement sur le projet autogestionnaire

Il est nécessaire de changer le rapport de forces politiques à l'intérieur des classes populaires et de regrouper ceux, nombreux, qui sont à la recherche d'une autre façon de faire la politique.

Rejetant à la fois les modèles socio-démocrates (classiques ou modernistes) et les expériences bureaucratiques, le P.S.U. s'est forgé un projet politique qui s'appuie sur les aspirations des classes populaires à exercer elles-mêmes, directement, les pouvoirs de contrôle et de décisions. C'est ce que nous entendons par socialisme autogestionnaire.

Ce projet n'est pas simplement différent de ceux de la gauche traditionnelle, il leur est profondément antagonique, remettant radicalement en cause toutes les formes d'exploitation, capitaliste ou étatique-bureau-cratique. Affirmant que le pouvoir socialiste s'exerce au sein des conseils de travail-leurs et des comités populaires, rejetant toute pratique centraliste de la décision, l'organisation socialiste autogestionnaire n'a rien de commun avec les projets de la gauche traditionnelle, P.C. et P.S.

L'Unité populaire n'est pas l'Union populaire

Notre projet, qui vise la démocratie directe des travailleurs et des classes populaires, ne peut s'accomplir, se construire que par leur action directe. L'unité populaire ne doit pas simplement s'opposer au capitalisme, elle ne doit pas seulement porter un projet politique, elle doit être la forme même de la réalisation du socialisme autogestionnaire. En d'autres termes : ce n'est ni à l'intérieur ni par délégation des formes institutionnelles actuelles que se construira l'autogestion. Elle sera l'œuvre des classes populaires édifian-t leurs propres lieux de pouvoir, les dévelop-pant, les substituant aux institutions exis-tantes. L'unité populaire n'est rien d'autre que le rassemblement des classes exploitées et de certaines fractions des classes moyennes dans ces lieux nouveaux de pouvoir.

L'unité populaire est tout à fait différente de l'union populaire telle que la conçoivent les partis de la gauche traditionnelle : un rassemblement de soutien à un programme de réformes et de changements institution-nels. Alors que l'unité populaire est une dynamique de réalisation du pouvoir popu-laire, la stratégie du P.C. et du P.S. vise à une union pour porter de nouveaux ges-tionnaires au pouvoir. Cette stratégie est en accord avec les projets politiques de ces partis

Unité populaire et Unité d'action avec la gauche traditionnelle

Des projets politiques différents, des

conceptions divergentes sur l'unité : toute approche de nos relations avec la gauche traditionnelle ne peut faire l'impasse de ces considérations.

L'unité d'action avec la gauche tradi-tionnelle est nécessaire pour s'opposer à la restructuration capitaliste, au chômage, pour soutenir les droits des travailleurs. Elle est nécessaire dans l'action quotidienne car il est incontestable que les partis réformistes ont une influence politique infiniment plus forte que la nôtre dans le mouvement popu-laire. Cette unité d'action ne peut cependant être que tactique et conflictuelle. Affirmer le caractère stratégique de l'unité avec la gauche traditionnelle revient à gommer la divergence fondamentale de conception sur ce que peut être l'unité : pour le P.C. et le P.S., elle ne saurait être l'auto-organisation des classes populaires et des travailleurs car celle-ci est simplement contradictoire avec leurs projets politiques et leurs pratiques. Une alliance programmatique globale avec le P.C. et le P.S. supposerait qu'ils adoptent l'autogestion comme projet de société et comme dynamique de passage au socialisme. Il est donc illusoire de penser que le P.S.U. puisse impulser un bon programme unitaire pour la gauche. En s'engageant dans cette voie, le P.S.U. s'écarterait de son objectif fondamental : le rassemblement sur un projet autogestionnaire. Aujourd'hui, pour le P.S.U., l'unité populaire se forge dans des pratiques de contrôle des travailleurs et de contrôle populaire.

(Cf. **Courrier** du P.S.U., p. 13 Ker/P. 30 B.F. Essonne; Ker; Bordeaux banlieue.)

Sur la « dynamique Rocard »

Le texte Berthier-Gollet-Hercet, paru dans T.S. n° 805, pose une question nouvelle à laquelle il faut bien répondre, même si peu de sections en ont réellement discuté. La logique de l'argumentation peut être ré-sumée en quatre propositions : 1) le P.S.U. a toujours été, dans les vingt dernières années, à l'avant-garde des mouvements so-ciaux sans réussir pour autant une percée politique ; 2) c'est parce qu'il s'est placé en marge du terrain institutionnel qu'il n'a pas réussi cette percée ; 3) aujourd'hui, sur le terrain institutionnel, seuls les rocardiens et minoritaires du CERES posent les mêmes questions que nous. C'est donc avec eux que le débat doit porter prioritairement ; 4) à l'intérieur de cette mouvance, les réponses de Rocard sont favorables à la couche supé-rieure des salariés, alors que le P.S.U. doit représenter les intérêts des exploités (ou-vriers, employés, techniciens).

Ce raisonnement se tient à condition d'admettre la proposition : la lutte politique passe prioritairement par le champ institutionnel. La réponse de ce texte ne nous paraît ni pertinente, ni autogestionnaire. C'est parce qu'il n'a jamais clairement choisi entre le terrain institutionnel et une « nouvelle manière de concevoir et de pratiquer la politique » que le P.S.U. n'a pas réussi à regrouper ceux qui, justement, refusent la politique traditionnelle. Il est temps que, tout en reconnaissant l'existence et l'importance de la contrainte institutionnelle, le P.S.U. apparaisse comme porteur d'une autre pratique politique. C'est pourquoi nous sommes résolument opposés à la voie que trace le texte Gollet-Hercet-Berthier.

(Nous demandons : 1) que cette question, qui a été peu discutée dans les sections, ne focalise pas les débats du congrès ; 2) la suppression de la phrase ambiguë qui est soulignée dans le rapport de la commission Initiatives *Courrier*, p. 8, § 1 colonne de droite.)

Notre stratégie prioritaire

Notre axe prioritaire doit être le rassemblement sur le projet autogestionnaire. D'abord parce qu'il est absolument nécessaire de changer le rapport des forces politiques à l'intérieur des classes populaires et de regrouper ceux, nombreux, qui sont à la recherche d'une autre façon de faire la politique. Ensuite, parce qu'il correspond bien à la forme actuelle que peut prendre notre stratégie d'unité populaire : le rassemblement dans des comités larges pour l'autogestion de personnes ayant des sensibilités, des analyses, des stratégies différentes sur des actions concrètes de luttes et de contrôle. C'est cette confrontation sur le terrain, dans l'action, des points de vue et des expériences qui préfigure aujourd'hui ce que pourra être l'unité populaire demain. L'unification de ces divers comités, leur rassemblement pourra alors se faire à l'intérieur de la convergence autogestionnaire. Telle est sa

vocation : un regroupement de comités locaux, une cristallisation de leurs expériences, un enrichissement de leurs débats. Le P.S.U. ne doit avoir, à l'intérieur de la convergence, aucune attitude hégémonique. Son rôle est d'impulser une conception révolutionnaire de l'autogestion, par une stratégie et un projet politique clairs. Encore faut-il qu'il s'en donne les moyens, ne serait-ce qu'en harmonisant son fonctionnement avec ses positions autogestionnaires.

(Cf. *Courrier*, p. 32. **Que doit être...**/nuance Boulogne, p. 34/p. 35 - Bordeaux banlieue/p. 36 Boulogne.)

Pour un fonctionnement plus autogestionnaire du P.S.U.

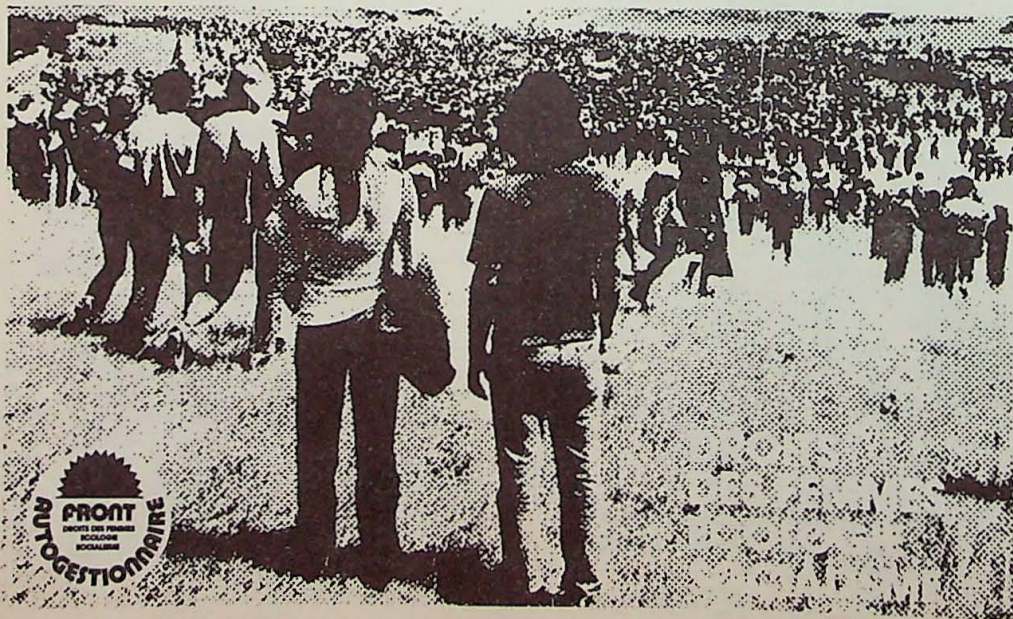
Il est impossible de représenter une autre façon de concevoir la politique si, à l'intérieur même du P.S.U., subsiste la distinction traditionnelle entre politique (la direction qui dirige) et social (les militants qui militent). Dans un parti autogestionnaire, le maximum de décisions doit être pris au niveau local (sections et fédérations) et il ne doit pas y avoir de décalage (le mot est faible !) entre les préoccupations de la direction et celles des militants. Il est aujourd'hui nécessaire d'œuvrer pour une plus grande démocratie interne, une circulation régulière des informations (tribunes libres dans T.S. ; présentation des divergences apparues à l'intérieur de la direction), une décentralisation des pouvoirs et une direction qui soit au service des militants.

(Cf. *Courrier*, p. 44 B.F. Essonne; Boulogne/p. 45 ; Boulogne/p. 46, Paul Auriol.)

Section de Boulogne à l'unanimité/
Jean COISIER (D.P.N.)/DAGONEAU (Sèvres-Chaville)/GUYET (D.P.N. Jura)/KER (D.P.N.)/LECOIN (D.P.N.)/Richard LIOGER (C.F. Seine-et-Marne)/MAMOU (Paris)/SPARFEL (B.N.) ■

N.B. : Les camarades qui se retrouvent sur ces propositions sont appelés à se regrouper sur les votes au moment des congrès fédéraux et national.

FRONT AUTOGESTIONNAIRE



Autogestion et organisation

Pour jouer son rôle, le PSU a besoin moins de se décentraliser que de renforcer son organisation. Pour vivre et militer autrement, il faut un minimum de rigueur.

Il y a quelques années encore, le projet du P.S.U. paraissait relativement clair. Nous avions été les premiers à formuler l'idée que, pour passer du capitalisme au socialisme, il ne suffisait pas de s'approprier les moyens de production en supposant que tout le reste suivrait automatiquement avec le développement de la production. Que, pour transformer la société, il était nécessaire que les plus larges masses prennent en main leurs propres luttes sans déléguer le pouvoir à des spécialistes de la révolution, choisissent démocratiquement le type d'économie souhaitable, et luttent contre toutes les formes de pouvoir héritées de l'idéologie du capitalisme.

Le projet de socialisme autogestionnaire était l'image de marque du P.S.U. Notre principale erreur a été, dès cette époque, de ne pas articuler en théorie et en pratique les divers fronts de lutte, nous contentant de les additionner sans tenter d'en dégager le noyau commun. Tant que subsistait l'espoir d'une victoire électorale de la gauche, où auraient pu, espérons-nous, s'engouffrer certaines de nos revendications, les dangers de notre stratégie n'étaient pas clairement perçus. Ils étaient pourtant bien réels : risque d'émiettement devant la nécessité de couvrir tous les fronts de lutte avec un nombre réduit de militants souvent peu formés politiquement. Il eût fallu, dès cette époque, mettre l'accent sur une politique de formation. Faute de quoi, on passait souvent de l'utopie réaliste de l'autogestion à la formule « chacun pour soi et l'autogestion pour tous », d'un projet politique cohérent à un « laboratoire d'idées » sans pratique d'ensemble, où les idées se faisaient d'ailleurs de plus en plus rares.

Un « laisser-faire » naïf

Voilà qui permet d'expliquer en partie pourquoi, au lendemain d'une défaite de l'Union de la gauche qui par bien des points confirme la justesse de nos analyses, au moment où l'on aurait pu supposer que le P.S.U. était en position favorable pour avancer ses propres thèses, nous nous apercevons que nos thèses se sont effritées, et que nous souffrons nous aussi du climat de morosité qui a suivi les élections. Nos analyses théoriques ne sont pas en cause en tant que telles : nous disposons d'un stock d'intellectuels largement suffisant pour remplir nos pages d'analyses sérieuses, mais qui se diluent dans une pratique éclatée et tâtonnante.

Face à cette situation, les dangers de perte d'identité sont grands : défaitisme, fuite en avant, aspirations communautaires

confuses, révoltes partielles mal vécues, risquent de nous mener vers une **conception régressive de l'autogestion**, fondée sur l'idée implicite que chaque groupe, à la limite chaque individu, détient à la base la possibilité de parvenir « **spontanément** » à une vision globale « **juste** » de la lutte des classes, qu'il suffit, en somme, de « **laisser faire** » les individus pour aboutir comme par miracle au renforcement d'un groupe ou d'un parti. Il faut bien le dire, ce « **laisser faire** » naît n'est que la variante populiste et anarchisante de l'idéologie de la libre entreprise capitaliste. Et ceci à une époque où la division du travail est portée à un tel point que chacun d'entre nous, de par sa place dans ou en dehors de la production, est porteur spontanément d'une vision du monde de plus en plus réduite !

Cette conception régressive de l'autogestion n'apparaît pas toujours dans ce qui s'écrit, mais transparaît dans notre pratique à tous les niveaux. Et notre direction n'est pas exempte de tous reproches. Elle apparaît parfois comme un conglomérat d'individus agissant dans des sens divers en fonction de l'humeur de chacun, plutôt que comme une direction politique. Elle se contente souvent d'entériner les pratiques éclatées et contradictoires de la base plutôt que de favoriser une véritable fusion des luttes, s'effaçant au nom de la liberté de chacun, favorisant par un manque d'intervention centrale cohérente l'illusion d'autonomie des groupes locaux.

Dans un laboratoire, les idées meurent

Bien sûr, il s'agit de lutter contre des dangers de bureaucratisation. Mais, à trop vouloir bien faire, on invente un nouveau type de bureaucratie autogestionnaire (ceci est assez sensible au niveau départemental), une bureaucratie molle et fantomatique où les tentatives de coordination entre les sections viennent échouer contre le prétendu « **droit à l'autonomie** », et où le souci de ne pas « **diriger** » devient le prétexte à l'émiettement des luttes et à l'inaction de l'ensemble. Ce qui fait fonctionner cette bureaucratie de type nouveau, ce n'est pas le classique pouvoir d'appareil, mais le pouvoir de la parole et la détention du savoir par quelques individus, l'engluement de la pratique dans des discours de façade unanimistes, le tout teinté de ce qu'il faut d'intellectualisme parisien pour paraître « **moderniste** ». On confond un peu avant-garde littéraire et avant-garde politique, on confond beaucoup dynamique de groupe et action politique. Or, en politique, il ne suffit pas de dire les choses pour qu'elles changent automatiquement. Il existe, entre les mots et les choses, quelques obstacles de taille. Sans doute le nombre d'intellectuels dans notre direction politique n'est pas étranger à cette déviation.

Conception régressive de l'autogestion, illusions individualistes fonctionnant avec la bénédiction d'un discours politique traditionnel où le langage se déploie pour résoudre les contradictions dans l'imaginaire, « **laisser faire** » des individus correspondant à un « **laisser aller** » dans la pratique, il s'agit là d'une grave menace pour le P.S.U. Bien sûr, on n'en parle que très peu. On préfère parler d'imaginaire créatrice, d'aspirations multiples, de liberté de chacun, de souci de démocratie, de décentralisation. Mais sous couvert de ces mots, c'est plutôt le désordre qui s'installe que l'imaginaire, et nos difficultés financières ne sont pas étrangères à cet état de fait. Sans compter que c'est sur l'exemple que nous offrons dans notre

pratique quotidienne que sera jugé le thème de l'autogestion.

Face à cette situation, l'hostilité latente envers tout « **centralisme** » qui surgit dans les discussions nous paraît extrêmement dangereux. Ce réflexe anti-organisation est la marque d'une régression plutôt que d'un progrès dans la réflexion. Au moment où se tient une convergence autogestionnaire, pourquoi ne tenterions-nous pas, nous aussi, de coordonner les actions du P.S.U. ? Si nous poursuivons dans notre pratique actuelle, nous risquons d'apparaître à la fois comme des militants sectaires, détenteurs d'un savoir imaginaire, au sein des convergences autogestionnaires. Il s'agit, non de décentraliser, mais de renforcer notre organisation pour pouvoir mieux jouer notre rôle sur tous les fronts de lutte :

- Renforcement du rôle des directions régionales qui devraient être un lieu de coordination et d'impulsion des luttes.

- Renforcement de la direction nationale, qui devrait organiser des campagnes nationales sur des thèmes précis dégagés au cours du congrès, afin de donner un minimum d'identité et d'image de marque au P.S.U.

- Ce renforcement devrait permettre de

poser le problème des permanents. La méthode qui consiste à mener à la direction du P.S.U. des militants dont la profession permet des loisirs n'est pas sans danger. Il existe de moins en moins de relais entre nos proclamations théoriques et notre pratique quotidienne. Le rôle d'une direction est précisément d'assurer ces relais. L'introduction de permanents provisoirement détachés de la production permettrait de mieux lier théorie et pratique, et de réorganiser notre gestion administrative et financière. Il faut se donner les moyens matériels d'appliquer la ligne politique qui sera définie au congrès.

Il ne s'agit pas là d'un appel incantatoire au centralisme. Il s'agit de constater que certaines tendances nous poussent, plus ou moins consciemment, à transformer notre parti en un « **laboratoire d'idées** » coupées de la pratique, coiffant les activités de groupuscules éclatés qu'on appelle encore sections de base. Qu'on y prenne garde : le monde ne se transforme pas seulement dans les laboratoires. Dans un laboratoire, les idées meurent, elles ne se développent pas. Et, pour vivre autrement, il ne suffit pas de le désirer. Il y faut aussi un minimum de rigueur.

Sections de L'Isle Adam
et de Bezons (Val-d'Oise) ■

La répression est au bout du pouvoir

Il faut construire une force capable de contester le pouvoir central quel qu'il soit. C'est à ce prix que le PSU peut exister.

Apostrophes traitait ce soir-là de l'U.R.S.S. Vaste sujet. Boukovski s'y définissait par l'image du billot. Pour attraper les ours sibériens, on place sur une branche un appât et, au bout d'une corde, un énorme billot. Pour manger la viande, l'animal écarte la masse qui retombe chaque fois sur lui. Plus sa protestation est forte, plus le coup est violent. Il finit assommé. Les auteurs de **L'U.R.S.S. et nous**, la nouvelle bible du P.C.F. sur le sujet, pouvaient chercher à élever le débat au niveau des concepts. D'autres communistes (1) les ramenaient à la vie quotidienne des Soviétiques, c'est-à-dire à la banalisation de la répression.

Socialisme = Répression

Le socialisme au pouvoir, c'est partout la répression. Reste-t-il seulement quelque exception ? Ce n'est pas sûr. En Chine, où l'on « **réduque** » à tour de bras les partisans de la bande des quatre, où l'on « **reçoit amicalement** » le ministre chilien des affaires étrangères ? En Ethiopie, où un lieutenant-colonel paranoïaque massacre les Erythréens révolutionnaires avec la bénédiction de Fidel Castro ? En Algérie, où Ben Bella croupit en résidence surveillée depuis treize ans, où les femmes restent les esclaves traditionnelles des sociétés islamiques ?

Georges Marchais peut bien dissiper d'une réponse les craintes que nous inspirent les bagues vietnamiens, les mêmes qu'il y a cinq années, mais avec d'autres gardiens

et d'autres prisonniers... nous doutons. Au Cambodge, il y a déjà longtemps que nous ne doutons plus des performances des intellectuels sanguinaires de Pnomh Penh qui dissertent, à côté des pelotons d'exécution, sur la formation d'un homme nouveau (2).

Pouvons-nous éviter de nous demander — membres hier du Front Solidarité Indochine — si nous n'avons pas, à notre modeste échelle, participé à l'avènement de régimes aussi répressifs que ceux de l'Amérique latine ?

Bien sûr, il y a Pinochet, Videla, Amin Dada. Eux ne se parent pas de l'étiquette socialiste. Nous, nous essayons de l'être. Alors, il nous faut dénoncer avec plus de vigilance les crimes ou les déviations du socialisme, parce qu'ils se font au nom d'une transformation à laquelle notre espoir est attaché.

Le P.S.U. : défense et illustration de l'autogestion

Est-ce à dire que le socialisme n'est nulle part, qu'il n'est bon que sous le capitalisme ? Comme cette République, si belle sous l'Empire... il y a un siècle ? La répression paraît partout au bout du pouvoir.

Qu'on ne rabâche pas non plus qu'elle épargne les social-démocraties. La répression s'y fait plus subtile, mais bien réelle en Allemagne. Elle écrase avec moins de brutalité les contestataires. C'est vrai qu'elle fait moins peur, en distillant le conformisme,

en gérant loyalement le capitalisme, en défendant ces libertés chères aux sociétés occidentales : « les libertés du renard libre dans un poulailler libre ». Lisez Hersant, écoutez Guy Lux, allez les verts, jouez au tiercé, voilà la liberté !

Contre tous ces goulags, contre la corruption, contre la politique professionnelle, contre le fatalisme, contre cette idée que le pouvoir est toujours ailleurs, il y a des femmes et des hommes qui luttent : les paysans du Larzac, les ouvriers de Lip, les habitants de l'Alma Gare, les parents qui occupent l'école de campagne promise à la fermeture, les locataires qui refusent l'anonymat de l'organisme H.L.M., les soldats qui réclament leur citoyenneté, les élus autogestionnaires qui transforment leur mairie en centre d'initiative populaire.

Ces combats-là, le P.S.U. leur donne un nom : l'autogestion. C'est la lutte pour que se prennent les décisions là où nous sommes concernés. C'est un apprentissage quotidien. Tout en bas, le plus bas possible. Là où une communauté peut promouvoir une authentique démocratie directe.

Pour promouvoir ce socialisme-là, le P.S.U. peut trouver des alliés. Sur le tas, dans ces luttes pour le socialisme du quotidien. Auprès de ceux que les appareils bureaucratiques rebutent ou écœurent. Dans les appareils eux-mêmes... sûrement pas !

L'autogestion ne se fait pas avec ceux qui en parlent dans leurs programmes électoraux d'hier ou de demain, mais qui ne la pratiquent jamais.

Combien d'équipes municipales élues nous avaient promis de multiplier les structures de concertation, d'informer préalablement, d'encourager les contre-pouvoirs, de promouvoir le contrôle populaire ? Et combien ont fait les premiers pas ? Ne répondez pas tous à la fois, MM. Chevenement, Marchais, Mitterrand et Rocard...

Bureaucratie ou opportunisme : devons-nous choisir ?

Hier, la direction du P.S.U. nous proposait un dialogue privilégié avec le P.C.F. Autogestion obligeait ? Le P.S.U., outre un constat dont la notoriété ne dépassa guère la rue Borromée, y gagna deux circonscriptions législatives. Deux circonscriptions, mais pas deux élections : le P.S.U. n'est pas électoraliste. Pitoyable pourboire pour un texte démobilisateur qui nous rendit suspects auprès de nos partenaires habituels : les militants du courant autogestionnaire. Maintenant, voilà qu'une nouvelle proposition fait son petit bonhomme de chemin. Il faut discuter avec Rocard. Hier, on donnait une caution au P.C.F. Aujourd'hui, on désigne notre cheval préféré dans la course d'obstacles engagée au sein du parti socialiste.

Pour concourir à une place de choix dans l'Etat-spectacle, Michel Rocard, fort du soutien d'une partie du P.S., de cadres modernistes, de certains syndicalistes, de fonctionnaires bons gestionnaires, pourra aussi se targuer de quelques soutiens gratuits dans la mouvance gauchiste. Une aubaine !

Le P.S.U., le courant autogestionnaire, aujourd'hui trop faibles, n'ont rien à entreprendre au sommet avec lui, ni avec les forces traditionnelles de la gauche. Le P.S.U. dut-il passer à côté du pouvoir où on lui réserve quelque secrétariat d'Etat au Tourisme, nous devons refuser toute participation aux mic-mac électoraux en vue d'horizons toujours reculés.

Le P.S.U. ne pèserait rien en participant à un pouvoir occupé demain par la gauche. Et puis, il y a assez de volontaires pour l'exercer, à défaut de le prendre. Il faut construire une force capable de contester

le pouvoir central quel qu'il soit. Le P.S.U. pourrait s'y dissoudre.

Pour un P.S.U. plus autogestionnaire

Le socialisme s'est assez discrédité. A l'intérieur ou à l'extérieur de l'hexagone. Il ne lui suffit plus de se présenter comme le généreux antidote aux monstrueuses injustices engendrées par le capitalisme. Il lui faut montrer maintenant ce qu'il serait plus tard. En restant prioritairement au contact avec les autogestionnaires. En conservant au P.S.U. toute son autonomie, toute sa capacité à innover, à ramer à contre-courant de tous les opportunistes de gauche. En décentralisant notre parti au maximum.

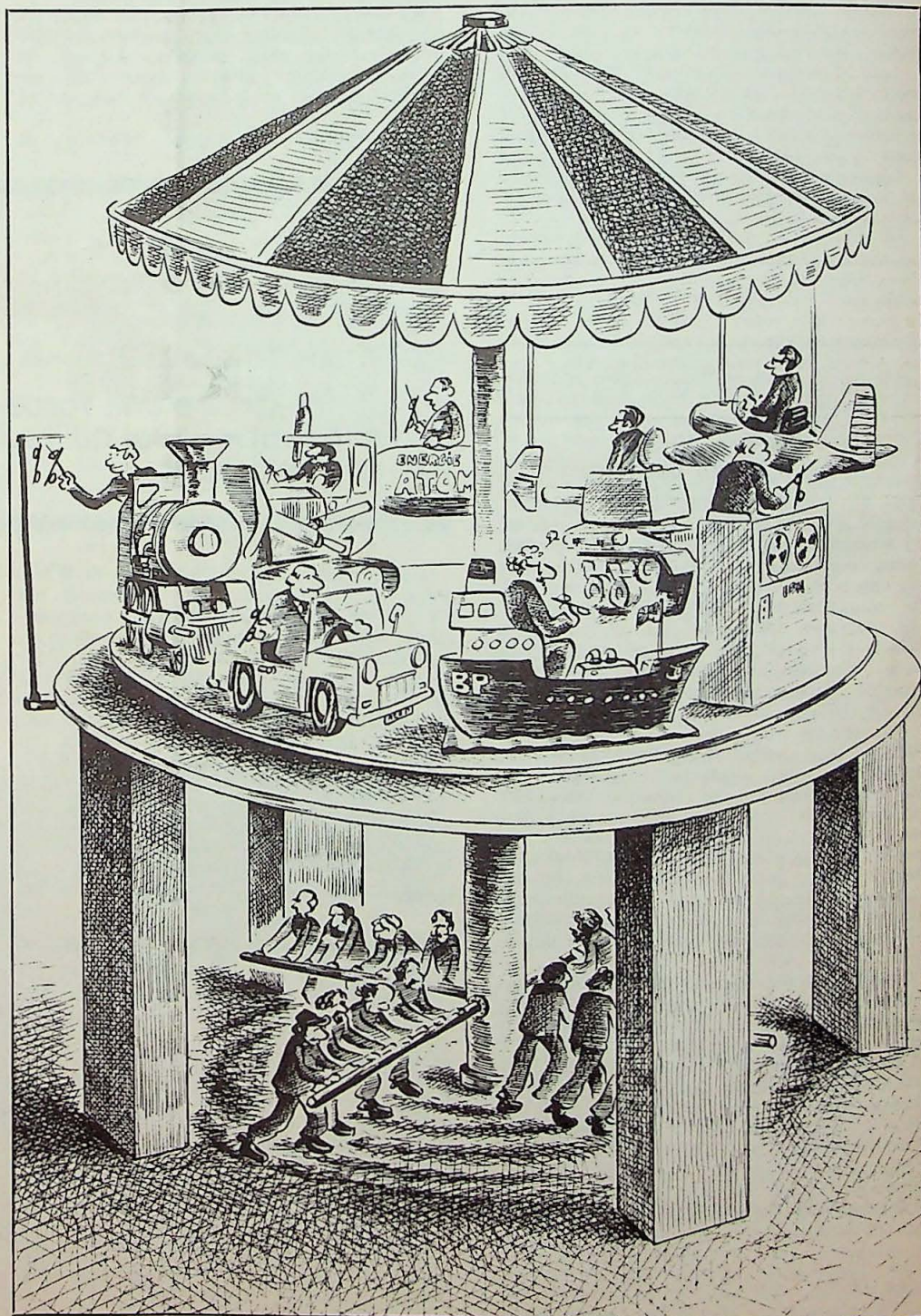
Donner tout le pouvoir à la base, dit notre parti. Qu'il commence donc à le faire en son propre sein, qu'il en finisse avec ses

dernières tentations léninistes, avec ses velléités centralisatrices. Une seule stratégie autogestionnaire. Oui, à condition qu'elle privilégie ceux qui pratiquent l'autogestion. Mais des tactiques variées selon les régions, les luttes et les forces en présence. C'est à ce prix que le P.S.U. peut exister.

Lorsque la gauche détient un pouvoir partiel — municipalité par exemple — elle se refuse le plus souvent à créer les possibilités de sa propre contestation. Elle s'expose à l'immobilisme. Elle organise la bureaucratie. Ces carences-là empêchent pour longtemps un dialogue entre elle et nous. Elle sait ce qui est bon pour le peuple et ce qui est mauvais. Le P.S.U., lui, ne sait pas. Le jour où il saura, ses militants pourront rejoindre allégrement ou le P.S. ou le P.C.F.

Christophe WARGNY ■

- (1) Kehayan : Rue du prolétaire rouge.
(2) Jean Lacouture : Pour que vive le peuple cam-bodgien.



Femmes : changer la politique

Propositions du secteur
Femmes : 35 % de
militantes dans toutes les
instances du Parti, et des
méthodes de travail plus
démocratiques.

La réunion nationale du secteur Femmes des 2 et 3 décembre a posé, une fois de plus, le problème d'une large présence des femmes dans les instances, à tous les niveaux.

Ceci, d'une part, pour que les 35 % de militantes P.S.U. se retrouvent dans toutes les structures du parti — exigence interne correspondant à celle des 50 % de candidatures femmes aux législatives.

D'autre part, pour favoriser des méthodes de travail plus collectives, et donc plus démocratiques.

En effet, lors des nombreuses réunions du secteur Femmes, la difficulté de prise de parole des femmes dans le parti a été soulevée — difficulté qui semble expliquer largement leur quasi-absence des différentes directions politiques, surtout si l'on y ajoute les tâches familiales auxquelles elles sont astreintes.

Discours élitiste et discours basiste

Or, il apparaît de plus en plus que ceci est lié à des méthodes de travail très individualistes, qui font que la D.P.N. et le B.N. se réduisent trop souvent à être le champ clos de confrontations politiques personnelles ; les camarades formés par leurs études, leur insertion professionnelle, leurs vieilles pratiques des appareils sont armés pour ce type de débat — qui nous semble d'ailleurs, en tant que tel, devoir être remis en question.

Ceci entraîne un discours ressenti comme élitiste par de nombreux camarades, hommes et femmes, n'ayant pas la même formation, qui y répondent par un discours « basiste », pouvant amener à la récusation de toute instance de direction politique ; la majorité des camarades présentes les 2 et 3 décembre étaient conscientes du danger d'un tel discours. Il ne s'agit pas pour nous de récuser toute élaboration théorique, toute réflexion, mais de favoriser son élaboration **collective**, et son expression très **diversifiée**. Les femmes, au P.S.U. comme ailleurs, sont peu nombreuses à pouvoir être de plain pied dans le mode de travail actuel et s'engouffrent volontiers de ce fait dans le discours basiste. Les quelques camarades femmes participant déjà à ces travaux, sans vouloir du tout fuir une participation éventuelle, ressentent elles-mêmes ce manque de travail collectif.

Nécessité du travail collectif

Le secteur Femmes insiste donc sur l'absolue nécessité de travail collectif des instances :

- Ordre du jour de la D.P.N. donné suffi-

UN TRAVAILLEUR SUR TROIS EST UNE TRAVAILLEUSE UN CHOMEUR SUR DEUX EST UNE CHOMEUSE

35 HEURES POUR TOUS

- POUR PARTAGER
LES TACHES MENAGERES
- POUR S'OCCUPER
ENSEMBLE DES ENFANTS

POUR LES FEMMES DROIT EGAL A L'EMPLOI



9, rue Borromée 75015 - PARIS

samment à l'avance, et pour chaque point à débattre, production par les camarades plus informés dans les domaines considérés, d'un rapide dossier le résolvant politiquement : positions des autres organisations, des organismes publics ou parapublics, articles de journaux, rapide historique, etc. Chaque élu de la D.P.N. pourra alors dans les fédés présenter l'ordre du jour, le préparer, en discuter...

- Meilleure articulation dans les travaux des sections, les débats centraux et le travail en commission.

- Nécessité d'un compte rendu des travaux par les membres de la D.P.N. dans leurs fédés respectives. (Ceci est valable bien évidemment pour toutes les D.P.F., et même les sections.)

D'autre part, en ce qui concerne le Congrès, il semble que pour obtenir un quota de un tiers environ de femmes parmi les futur(e)s élu(e)s des directions politiques, il faut tendre à un taux de 50 % de femmes déléguées des sections et déléguées au Congrès national (à cause du handicap de départ).

Il faut donc impérativement qu'au niveau fédéral soient résolus les problèmes familiaux qui jusqu'alors justifiaient trop l'ab-

sence de femmes. La prise en charge des enfants ne doit plus être un alibi.

Enfin, il a été demandé qu'un « mode d'emploi » simple des congrès soit fourni à chaque délégué : explication des travaux, des votes, des termes utilisés.

La représentation « personnalisée »

Il est évident que les femmes présentes dans les instances ne sauraient y être toutes en tant que représentantes du seul secteur Femmes. Nous sommes concernées au même titre que les hommes par l'économie, l'armée, l'agriculture, la politique internationale, etc. Par contre, le secteur Femmes sera un lien pour que toutes nous puissions préciser et mesurer en quoi la politique dans ces différents domaines touche spécifiquement les femmes.

Le problème de la représentation « personnalisée » a été aussi soulevé et le fonctionnement collectif de la fédé du Doubs nous paraît très intéressant : un membre élu à la D.P.N. et votant pouvant être remplacé par d'autres camarades à l'occasion. Solu-

tion imparfaite (problème du vote personnel et réservé à l'élu officiel, cf. statuts), mais moins contraignante et moins susceptible de fabriquer des « notables »...

Toutes ces propositions modestes mais

efficaces nous paraissent devoir concrétiser la perspective d'un P.S.U. réel « intellectuel collectif »...

Le secteur Femmes P.S.U. ■

Pour l'union de l'extrême gauche

Le P.S.U. est-il devenu une bonne sœur? Le congrès de janvier sera déterminant: il débouchera sur un maintien sans espoir ou sur un réinvestissement avec d'autres

Nul ne le nie. En silence, tout le monde l'admet: l'existence d'un courant critique vis-à-vis de la gauche traditionnelle accélère le déperissement et la marginalisation du P.S.U. au niveau électoral... Ce qui a de graves conséquences sur nos possibilités d'influencer la « politique ». Ce qui réduit notre potentiel militant — en particulier chez les travailleurs.

Pourtant, jamais dans l'histoire politique française, un courant de gauche n'a assumé une telle permanence face à la social-démocratie et au P.C. Notre régression contradictoire avec l'existence d'un tel courant peut-elle permettre au P.S.U. de jouer son rôle de parti, d'instrument efficace? Les mass médias nous ignorent; le champ politique devient inaccessible; le courant critique ne nous renforce plus. Le P.S.U., en tant que parti, garde-t-il un soupçon d'efficacité?

La vie n'est pas un musée

Mais après tout, direz-vous, qu'importe! L'instrument P.S.U. vit sur son passé (de plus en plus lointain); il a, pendant une longue période, apporté sa contribution à l'évolution du mouvement ouvrier et socialiste; il a eu une action positive et relativement efficace.

Malheureusement, la vie n'est pas un musée qui permettrait l'ouverture vers les entreprises et le temps n'est plus où le sigle du parti était diffusé largement par les chansons et le cinéma (Ferrat en parle, des films commerciaux le cite).

Militer au P.S.U. avait une signification en terme d'efficacité politique globale. Aujourd'hui, la phrase célèbre: « Si le P.S.U. n'existait pas, il faudrait l'inventer », n'est plus d'actualité. La multiplication des formes de pression, des groupes, des mouvements retirent au P.S.U. son monopole et, ce qui est plus grave, son recrutement.

Notre rôle est pratiquement terminé. Refuser de l'admettre, c'est choisir la fuite en avant. Refuser de l'admettre, c'est gaspiller le capital politique accumulé par vingt ans de luttes et de réflexion.

Notre congrès va donc avoir un rôle déterminant. Il s'agira, en fait, d'un maintien sans espoir ou d'un réinvestissement pour atteindre un niveau supérieur.

Certains, malgré le constat, veulent maintenir le P.S.U. en le perfectionnant. Cela peut-il faire une politique? Allons-nous prolonger notre médiocrité déclinante par une marginalisation croissante? Allons-nous, pour nous satisfaire, tenter de concurrencer (sans succès d'ailleurs) les rocardiens sur le terrain de l'expérimentation sociale? De recherches internes en expérimentations, le P.S.U. deviendra un véritable laboratoire où de « doctes savants » expliqueront aux masses les meilleurs choix pour la France..., sans naturellement être entendus!

C'est le seul débouché qu'offre un P.S.U. « maintenu » et ce n'est pas la couverture du mythe, manteau de la convergence autogestionnaire, qui modifiera ce destin! Les questions posées au congrès relèvent de cet état d'esprit et d'un certain défaitisme, se repliant sur les questions secondaires.

Pourtant... dans le T.S. n° 797, Depaquit parle (mais avec quelle prudence) d'initiatives, d'action et d'organisation pour s'adresser au courant critique (j'aurai souhaité qu'il précise de gauche!).

A côté du champ politique

Rappelons à cette occasion que ce courant est essentiellement la somme des votes de l'ensemble de l'extrême-gauche. Ce qui m'amène à me demander si ces hommes et ces femmes qui se sont prononcés par défiance vis-à-vis du P.C. et du P.S. s'intéressent véritablement à notre démarche actuelle du congrès? Considèrent-ils fondamental le rôle du P.S.U. dans la présente période? Recherchent-ils, comme nous le faisons, sans succès, depuis vingt ans, une nouvelle forme d'organisation? Ne courons-nous pas nous-mêmes après un mirage, pour masquer nos erreurs, nos faiblesses, nos insuffisances, nos défaillances individuelles et collectives?

Pour ma part, je pense que le courant critique s'intéresse à une présence différente dans le champ politique; c'est-à-dire à une présence en dehors des politiciens habiles et habituels. En s'exprimant autrement, veulent-ils aussi un instrument capable de peser politiquement sur l'évolution de la société?

Face à la crise économique-politique, les « petits », dont nous sommes, expriment, dispersés, leur impuissance. Leur « petite », mais réelle, audience demeure le temps d'un vote; leur dispersion en limite les effets. Nous sommes incapables de porter d'une manière permanente, dans les masses, un projet global; nous agissons ponctuellement, au gré d'une base militante étroite et socialement hétérogène. Le cœur y est, mais les bras font défaut, pour, à travers une bonne stratégie, faire une bonne politique avec quelques chances de succès.

Cette impuissance croissante lasse, use et déçoit. Faute de résultats, les petits rapetissent et seuls demeurent encore les fils de quelques anciennes idéologies (trotskiste, par exemple).

Ainsi, il est caractéristique qu'en Languedoc-Roussillon, l'expression politique sur le Marché commun est P.C., P.S. et... Ligue communiste. L'autogestion a dévoré les autogestionnaires.

Revêtu du manteau d'arlequin des convergences, le P.S.U. n'est plus que la bonne sœur des autres et le faire-valoir occasionnel. Souvent utilisé, admis quelquefois, reconnu rarement, il passe de plus en plus

à côté du champ politique. La politique se faisant ailleurs, nos idées étant récupérées, va-t-on encore longtemps faire des constats justes pour fuir les véritables choix?

Trois hypothèses

Trois hypothèses sont possibles:

- **Premièrement**: maintenir le P.S.U. en le perfectionnant. Encore faudrait-il souligner que la perfection n'étant pas de ce monde, elle risque de nous réduire encore davantage.

- **Deuxièmement**: nous réinvestir dans une structure existante, là où se déroule la bataille principale définissant la nature du futur pouvoir de gauche; c'est le P.S., avec tout ce que cela a de désagréable et de problématique.

- **Troisièmement**: appeler à la constitution d'un instrument autonome et révolutionnaire regroupant l'ensemble de l'extrême-gauche.

C'est cette dernière hypothèse que je propose.

Ce regroupement, disons-le tout net, se fera sur la base d'un compromis insuffisant; il ne reprendra pas la totalité de nos thèmes; mais encore faut-il penser qu'il aura un écho dans l'ensemble de l'extrême-gauche, qu'il offrira un courant critique, un instrument plus étoffé et plus dynamique.

L'unité organisationnelle de l'extrême-gauche est la seule réponse pour la période historique actuelle. Son efficacité se révélera à moyen terme et c'est en marchant que nous la ferons... mais, au moins, marcherons-nous plus nombreux!

Notre volonté permanente de nous adresser au plus grand nombre ne met-elle pas en cause la nature de l'instrument à utiliser?

Reconnaissons que nous n'avons pu construire, seuls, cet instrument; que le point de départ a été l'addition d'organisations; qu'à l'étape actuelle, le cœur n'y est plus et que si nous voulons sauvegarder l'essentiel de l'acquis, il faut franchir un nouveau pas avec d'autres.

On ne reconstruira pas sans tenir compte du passé, de ses hypothèques et des réalités d'aujourd'hui; on ne reconstruira pas avec une poignée de convaincus; on ne reconstruira pas en dehors des réalités sociales et économiques; on ne reconstruira pas sur la base d'un programme, d'une bonne stratégie, tout en manquant de bras. Nous n'attirons plus, parce que notre poids politique diminue et que celui-ci, s'il doit reposer sur des mots d'ordre justes, ne peut se passer d'effectifs nombreux.

CHANGER DE MATERIAUX ET COMMENT?

demeure bien la dernière interrogation à laquelle je réponds: UNION DE L'EXTRÊME-GAUCHE.

Jacques COMPERE-ROUSSEY,
militant P.S.U.,
maire adjoint de Nîmes. ■

LES QUESTIONS ESSENTIELLES

1 - Pouvons-nous encore longtemps jouer le rôle de parti sur les bases actuelles (bases sociales rétrécies et non significatives)?

2 - Que veut le courant critique? Autour de quoi faut-il se rassembler? Quel instrument peut le mobiliser en permanence?

3 - Comment faire pour réintroduire nos idées dans le champ politique? Changer comment? Se battre où?

Des questions qu'il faudra trancher

Il faut faire des choix clairs et publics, même s'ils sont provisoires.

Le questionnaire adopté par la Direction politique nationale en juin, est bon et nouveau. C'est justement parce que certaines questions ne peuvent et ne doivent pas être « tranchées » qu'il faut les poser. C'est déjà un choix stratégique du P.S.U. : Libre pensée, doute scientifique, recherche et remise en question permanente. Des choix précis et fermes doivent être faits à court et moyen terme, mais clairement et publiquement provisoires.

I. — ENJEUX ET RISQUES DE LA PERIODE

La France fait partie de la minorité de la terre où la classe moyenne est très nombreuse. Les patrons exploitent de nombreux travailleurs, d'autres nationalités sur place (immigrés) ou dans les pays sous-développés même. Ils divisent les salariés en donnant à quelques-uns des solutions provisoires : indemnités de chômage, stages ; à certains ils accordent une relative sécurité d'emploi (fonctionnaires et certaines catégories de cols blancs). Coincés entre leurs traits (télé, voiture, maison, etc.), leurs matches de foot, la promotion individuelle de leurs enfants (et la leur), manipulés par l'école et les médias, les Français, même à un niveau de vie modeste, sont en très grand nombre imprégnés d'une mentalité classe

moyenne. Ils ne seront pas forcément de droite, mais sociologiquement mûrs pour la participation, dont l'expression de gauche sera un parti socialiste réformiste. Le P.C.F. se maintient par sa tradition et son appareil, mais sa composition sociologique diffère de moins en moins de celle du P.S. Les dirigeants du P.C.F. ne trahissent pas leur base. Ils la suivent. Nous ne sommes pas un pays de prolétaires n'ayant rien à perdre.

II. — STRATEGIE D'UNITE POPULAIRE

Le courant autogestionnaire est composé de gens qui voient plus loin que la fausse sécurité proposée par le capitalisme ou le socialisme autoritaire. Nous avons subi ou nous avons été témoins des méfaits du capitalisme. Nous voyons, comme le voyaient quelques clairvoyants avant les deux guerres mondiales, que la paix est fragile, que la guerre, le fascisme, la caricature du socialisme, qui écrasent d'autres pays, peuvent nous frapper d'un moment à l'autre. Nous prenons en compte ce qui se passe ailleurs, et ce qui se passera dans l'avenir.

Notre stratégie, c'est le refus de la démagogie, le refus de rassurer, de flatter. A contre-courant.

III. — PERSPECTIVE DU COURANT AUTOGESTIONNAIRE

Face à une droite qui domine l'école et les médias pour, au contraire, infantiliser, décourager, flatter, abrutir, la gauche est sur la défensive, la gauche se porte mal. Et sa majorité, la gauche traditionnelle, accepte le jeu de la droite. Elle aussi propose de faire confiance, valorise des supermen, élimine toute réflexion à long terme, toute stratégie. Elle aussi flatte et infantilise. Plus que jamais, elle cherche à se subordonner le mouvement syndical, dans une perspective sectaire et électorale. Les militants syndicalistes les plus proches de la base se réfugient dans un syndicalisme « pur » (qu'il n'est plus possible d'appeler anarcho-syndicalisme,

car la réalité historique est différente), mais s'abstiennent, par manque de confiance, y compris en eux-mêmes, de poser la question de l'organisation de la gauche. Là encore, aucune stratégie.

IV. — ROLE, ORGANISATION, FONCTIONNEMENT DU P.S.U.

Qui représente le courant autogestionnaire sinon le P.S.U. ? Plus nous voulons développer le front autogestionnaire, plus il faut renforcer le P.S.U.. Et inversement : Chaque fois que nous nous replions sur nous-mêmes, nous démolissons le P.S.U. Ceux à qui nous devons nous adresser en priorité sont les jeunes et les syndicalistes.

Avec les syndicalistes, notamment C.F.D.T., il faut imposer le débat sur les rapports partis-syndicats. Sous couvert de « non-récupération », les syndicats sont en fait contrôlés par les plus magouilleurs des politiciens. Il faut aller jusqu'à la polémique sur ce point. Mais la polémique doit rester solide et correcte, y compris quand nous attaquons le P.C.F. et le P.S. Si l'unité populaire n'est pas un mot pour nous, nous ne pouvons pas avoir un langage sectaire, refuser d'accepter nos alliés tels qu'ils sont. Ils sont une réalité sociologique, pas des vilains diables. Avec les jeunes (notamment) se pose le problème de la « formation ». Il faut enterrer ce mot ou le manier avec précaution. Il fait fuir les gens les plus proches de nous qui pensent à « endoctrinement », « école », « catéchisme ». Les « cours de marxismes » sont du passé. Aux quatre coins de la planète les gens s'étripent au nom de n'importe quoi, y compris, et largement, du marxisme, et entre marxistes bien entendu. Nous ne voulons plus de distribution de Vérité.

Dans la lutte idéologique, nos moyens matériels sont minimes, face à des médias de plus en plus énormes et maniés avec de plus en plus de technique. Toute la gauche en pâtit, nous aussi, et encore plus parce que nous refusons la facilité. La seule issue est de faire un effort d'organisation et d'imagination. Quelques pistes : prendre l'initiative de C.R.P. (Centres de Recherche Politique) ; nous occuper enfin de la jeunesse, y compris des enfants. Qu'avons-nous comme brochures pour les jeunes ? Revoir complètement nos éditions en modifiant notre LANGAGE.

Nos campagnes doivent être claires et précises : « Vivre autrement » n'est pas reçu différemment de « Changer la Vie ».

Nous ne devons pas nous réfugier dans les « fronts secondaires ». Des campagnes sont possibles, par exemple :

— S.M.I.C. à 3000 F et fermeture de l'éventail des revenus ;

— boycott des élections européennes ;

— lutte contre le néo-impérialisme (bon dossier dans T.S. montrant que le libre-échange que nous hésitons parfois à combattre parce qu'il représente la partie « moderne » du capitalisme libéral, est le moyen de continuer à déposséder les pauvres des fruits de leur travail) ;

— contre le conditionnement idéologique à l'école : 95 % des Français sont persuadés que l'école est neutre, qu'ils n'ont pas d'idéologie, que l'idéologie est un choix et qu'elle est de gauche ou d'extrême-droite ;

— contre le système compétitif qui sert à justifier l'exploitation (le boueux est mal payé et fait un travail peu gratifiant parce qu'il a « mal travaillé à l'école ». Système ancré dans les têtes par le moyen du sport) ;

— campagne pour les libertés (on pourrait jumeler ces deux dernières campagnes lors des J.O. de Moscou : organiser localement une multitude de fêtes du sport, décen-

NON AUX AUGMENTATIONS EN POURCENTAGE QUI RENFORCENT LA HIERARCHIE ET LA DIVISION

OUI AUX AUGMENTATIONS UNIFORMES



9, rue Borromée 75015 - PARIS

POUR CHAQUE HAUSSE DE PRIX DE 1% AUGMENTATION DE 60F DU SALAIRE MENSUEL POUR TOUS

tralisées et politiquement éducatives, au lieu d'être abrutissantes);
— campagne pour l'écologie (non limitée au nucléaire).

V. — FINANCES DU PARTI

Il est significatif que le questionnaire ait oublié cet aspect. Nous sommes de purs esprits et « l'intendance suit ». Or, ramasser de l'argent est une technique. Rien à voir avec la stratégie ! Dans le monde où nous vivons, la collecte pure ne marche pas. Il faut des techniques de stimulation, de gratification : tombolas, lotos, fêtes, ventes d'objets, de brochures d'informations, de calendriers, d'affiches. Il semble que le trou de 50 millions nous réveille à ce sujet. Espérons que ce ne sera pas provisoire.

Les 50 millions sont trouvés. Il faudra en trouver d'autres et être plus économes à l'avenir dans nos dépenses électorales.

L'opération Départ-de-Rocard-au-P.S. a échoué. Ce que devait réussir le P.S. à cette occasion, ce n'était pas tant la récupération d'une « vedette » de plus, mais la disparition du P.S.U. afin qu'on ne puisse plus dire : « Il n'y a pas autre chose que le P.S., résignons-nous à en être la gauche. »

Il y a autre chose. Mais nos moyens actuels ne nous permettent pas assez de le faire savoir. Développer ces moyens (notamment utiliser l'audiovisuel) est essentiel, pour amener d'autres à nous rejoindre.

JOUBERT, Nîmes ■

Un coup de rétro pour avancer

Et si, à Saint-Etienne, on décidait de ne pas avoir honte d'être petit, différent, et ailleurs?...

Que le P.S.U. est un lieu indispensable, pour beaucoup de gens, en France, se prouve par la négative : des dix-huit années de son histoire, on extrait aisément les moments où, menacé dans sa nature ou son existence, il s'est, presque inexplicablement, relevé, reconstruit. Pour sa majorité, se resaisirait-il ? Car il meurt. Pire, il ronronne, refuge et non plus phare.

Pris entre une gauche qui gère plus ou moins bien les anciennes idées nouvelles (aux sources desquelles le P.S.U. se trouvait souvent), les groupes, associations et mouvances floues où vit l'expérimentation sociale, et les sectes d'extrême-gauche confites à point dans les dogmes et les messes, notre parti n'a plus de voix. De charnière vivante qu'il était, de foyer d'innovation, de lieu de parole libre et créatrice, il menace de se transformer en besogneuse chapelle, inaudible, invisible, inodore.

La double conscience de sa spécificité et de son utilité a mené le P.S.U. à refuser massivement son intégration au P.S. en 1974. Ce n'était ni fanfaronnade, ni sectarisme, mais affirmation que l'invention d'une gauche différente était possible, que le sursaut de la « nouvelle gauche » des années 60 continuait d'être nécessaire, que la recherche libre de tout poids institutionnel garantissait l'injection régulière dans la vie politique du

pays de pratiques neuves, que l'adhésion aux modèles courants était refusée au nom d'une volonté de créer sans entraves.

Le P.S.U. a-t-il tenu son pari ?

Quelles que soient l'énergie, la volonté, l'intelligence, la disponibilité et la générosité de ses militants, nous sommes contraints de constater que non et proposons ces quelques causes.

Embourbé

Du temps où le P.S.U. ne craignait pas d'être hétérodoxe — voire hétérogène — il avait des idées. Est-ce une mauvaise conscience platement ouvriériste ? le souci de n'être pas moins ouvertement marxiste et/ou léniniste que le voisin ? complexe ? la conviction lentement acquise sous la pression de sa propre image reflétée par les médias qu'il n'était qu'un « laboratoire d'idées », un groupe d'intellectuels petits-bourgeois et démarqué de la lutte des classes (quelle horreur !) ? la tentative de se poser en égal des autres forces de gauche comme représentant semblable du mouvement ouvrier ? tout cela à la fois ?

Toujours est-il que le P.S.U. a abandonné son rôle, le seul qui lui soit jamais accessible, sauf à s'embarquer dans ce qu'il a toujours dénoncé chez les stalinien comme chez les sociaux-démocrates : d'être, entre les lourds appareils et les avant-gardes auto-proclamées, la force de proposition par qui le scandale arrive, l'empêcheur de prêcher en rond, le lieu d'une réflexion longue et démarquée du jeu institutionnel, le rassemblement de pratiques et de discours originaux, d'hommes et de femmes qui refusent de se taire, par principe et par conviction que rien sinon ne peut changer ; le poseur de questions, le distanciateur, l'anticatéchisme, le démystificateur, le parti enfin qui puisse se permettre d'être tout sauf démagogue, prévisible, routinier et commun, qui ose parler fort contre le courant et les idées reçues, le confort intellectuel et mental ; le parti qui, courageusement, nie l'habitude et l'encroûtement.

Dans le jeu politique

Or, que s'est-il passé ? Le P.S.U., sous l'influence sans doute de l'après-68 politique, du Café du Commerce à succursales multiples de la révolution manquée, confronté à une extrême-gauche aussi traditionnelle que ceux qu'elle répudiait, mais aux forces accrues, le P.S.U., donc, est tombé victime du mythe du « grand - parti - révolutionnaire - dont - nous - avons - besoin - comme - quand - Papa - Lénine - était - saint - saint - saint », a raboté son originalité pour ressembler à l'Histoire, s'est donné ou a attiré des gardiens jaloux de l'orthodoxie, a permis que se développent en son sein des attitudes et des pratiques d'autocensure, que se réduisent les expressions autour d'un « discours P.S.U.-type », s'est pris au sérieux là où il ne pouvait pas l'être et quand il n'en avait plus le droit, n'a pas fait l'effort de travailler dans les voies où nul autre groupe politique ne pouvait ou n'osait s'aventurer.

L'économisme et le sociologisme ont gagné sur l'analyse et la critique idéologiques au sens large, le « terrorisme » a fait taire les foisonnements créateurs ; au lieu de faire une critique serrée des langages politiques, des institutions et des codes, au lieu de dénoncer inlassablement les discours dominants et la confiscation de la parole, d'encourager les désarrois marginaux ou sectaires à revendiquer place et langage et à pousser l'analyse au lieu de se complaire dans le ghetto des sous-cultures et de l'api-

toisement sur soi, dans le pur-et-durisme ou le renoncement, au lieu de se poser comme centre de libre expression et d'inviter ainsi tout ce qui pense et cherche hors des sentiers battus à le rejoindre, le P.S.U. s'est lancé dans le jeu politique avec des outils pipés, singeant ceux qu'à gauche il dénonce.

Le résultat ? Toute pensée neuve en France, toute pratique originale se confine aux marges de la société, ou bien se réfugie dans des groupes spécialisés qui n'émergent qu'occasionnellement sur la scène politique, ou bien encore s'expose à se voir réduite en marchandise, gadgetisée et désamorcée par les modes intellectuelles, le parisianisme et le jeu vitrifiant des médias. Le P.S.U. n'est même plus capable d'envoyer trois camarades faire leur fête aux nouveaux philosophes autrement qu'en disant : « Y sont pas jolis, faut pas les lire. »

Voulant « rassembler les autogestionnaires » (chapitre 3, verset 4), regrouper ce qui est neuf et va contre la logique des pouvoirs et des discours en place ou à venir, le P.S.U. a cru pouvoir se dispenser de parler lui-même, de se montrer, de s'assumer, de chercher encore et plus loin ; plutôt, n'ayant pas suffisamment repensé son rôle, il parle sans arrêt, mais personne n'entend plus. Attire-t-on qui que ce soit vers quelque chose qui ne se voit plus ? Quel militant ouvrier, quel artiste, quel responsable de groupe social en rupture, quel intellectuel, qui, hors du P.S.U., peut se réclamer publiquement de la pensée ou de la créativité d'un parti qui fut un pôle et n'est plus qu'un point ? La « Revue Théorique » du P.S.U. est prodigieusement semblable à 1000 et une autres : T.S. est un canard ; ni l'une ni l'autre : T.S. est un canard ; ni l'une ni l'autre n'ont abrité une idée neuve depuis deux ou trois ans. Le P.S.U. n'a aucune politique culturelle. Du moins espère-t-on que celle qui filtre inconsciemment n'est pas la sienne. Le discours du P.S.U. ne décèle plus rien, il encrasse, comme les autres, et se noie dans le flot asphyxiant de ce qui vogue à gauche. Le P.S.U. avait la force de vider Rocard : il n'a, semble-t-il, pas celle de poser les questions que ce dernier pose encore, même pour y donner d'inacceptables réponses. « L'expression du P.S.U. » (chapitre 3, verset 28) ne forcera pas la barrière des « médias » si elle ne propose pas d'idées nouvelles et si ses communiqués sont aussi soporifiques que ceux des autres. Où est l'humour du P.S.U. ? Où ses positions outragantes et iconoclastes ? Où ses audaces de pensée ? Où son originalité ?

Dans ses structures ? Sûrement pas. Dans son projet de société ? Où est l'autogestion chez nous depuis que le P.S. l'a reçue en dot ? L'a-t-on approfondie ? Non. En a-t-on dénoncé les caricatures ? Non. La vit-on ? Non. L'« autre logique » de l'excellente Utopie réaliste a-t-elle d'autres manifestations que théoriques ? Non. On manifeste, on « diff » et on proteste comme à l'ancienne ; les discours se sclérosent et on attend avec impatience la énième motion sur « les chemins du pouvoir » : joie. Le P.S.U. ne se voit plus que par sa Fête : la fête qu'il était a fermé depuis longtemps.

Camarades, le P.S.U. devient ennuyeux.

Quelques propositions

Ses militants continuent sans doute d'être de tous les bons coups dans leurs syndicats, leurs associations, leurs quartiers. Ce n'est pas la faute de leur parti. Economies d'énergie ? Le P.S.U. a éteint ses lampes. A Saint-Etienne, chez Manufrance, il va falloir se refournir ou entrer dans le noir définitif.

Propositions de trois militants qui sont là depuis une quarantaine d'années (braves,

têtu, anciens combattants, emmerdeurs, dépassés, mais là) :

• Et si, à Saint-Etienne, on foutait les motions ordinaires au panier ? Et si on n'y écoutait que ce qui n'a pas encore été dit ? Et si on laissait parler les doutes, si on laissait converger tout ce que tous ont sur le cœur, les « tas de trucs à dire » qu'il n'est pas de bon ton d'exhaler ?

• Et si, à Saint-Etienne, un P.S.U. majeur donnait envie à ceux qui font du neuf de le rejoindre ? Et si, à Saint-Etienne, on décidait d'ouvrir **Critique Socialiste** à des penseurs en vue qui ne sont pas de chez nous, au risque de voir s'écrire une critique socialiste ? Et si, à Saint-Etienne, on décidait que

la rubrique culturelle de T.S. a assez fait rigoler les châteaux en emmerdant les chaumières ? Et si, à Saint-Etienne, on décidait qu'on n'a plus honte d'être petits, différents et ailleurs, qu'on veut bien rester comme ça mais qu'on gueulera plus fort ?

• Et si, à Saint-Etienne, le P.S.U. redevenait un parti auquel on se vante d'appartenir ? Parce que, par exemple, il s'y passe quelque chose. Penser pour soi, sans emprunter aux grands frères, c'est pas triste, et, par les temps qui courent, ça se voit.

Parole, on serait fichus d'y rester, alors, au P.S.U.

Marc CHENETIER
(14^e section) Paris ■

Rassembler les autogestionnaires

Refuser la Convergence c'est s'enfermer dans un petit monde de certitudes apaisantes.

Le rassemblement des autogestionnaires : vieille idée du P.S.U. confirmée dans son congrès de Strasbourg en 1977. Réalisé partiellement par certaines sections du P.S.U. au cours des municipales de mars 1977 et concrétisé nationalement au cours de l'automne 1977, à l'approche des élections législatives de 1978.

1) Sa date de lancement a dégagé deux aspects :

• l'un, négatif, dans le sens où il a pu apparaître comme un gadget électoral non crédible (car sans passé historique) par rapport aux forces politiques et populaires en présence ;

• l'autre, positif : celui d'un rassemblement possible pour tous ceux qui se réclamaient d'une pratique autogestionnaire permettant d'avancer un projet alternatif au Programme commun de la gauche.

Son existence a entraîné chez certains militants P.S.U. un désenchantement (dans le sens où il n'a pas répondu à ce que chacun en attendait (voir aspect positif) ; a dérangé, chez d'autres, le ronron électoraliste, même du style P.S.U. (abandon du sigle P.S.U. et tout ce que cela entraînait) ; a laissé croire à d'autres que le mouvement de masse autogestionnaire allait enfin se structurer ; a permis à des « autogestionnaires » de faire n'importe quoi, essentiellement là où le P.S.U. n'était pas présent.

Par contre, il a permis un déblocage politique et des prises de contact avec certains groupes ou des isolés.

La seule alternative à la Gauche traditionnelle

Cependant, sa tendance principale — écologie, droits des femmes — lui a favorisé la rencontre et le travail avec les groupes et individus à action spécifique hors entreprises (même si des syndicalistes ont rejoint le F.A., ils n'y sont pas venus en tant qu'entrepreneurs, mais à titre personnel), lui a donc fait négliger le courant autogestionnaire présent dans les entreprises. L'aspect hors production du Front a dominé.

2) La nécessité actuelle du rassemblement autogestionnaire est confirmée, car seul le socialisme autogestionnaire représente l'al-

ternative politique à la gauche traditionnelle. Rassemblement qui devrait établir un nouveau rapport de force avec cette gauche (car, hélas ! on ne peut s'en passer) et se situer hors et dans la production :

• en confortant le F.A. tel qu'il est actuellement (sans oublier qu'il ne concernera longtemps que certaines couches sociales) ;

• en développant les lieux de confrontation et d'action : la relance d'une idée du type « Institut ouvrier » s'avère nécessaire, prises ;

• en multipliant les contacts avec des organisations dites spécifiques, même minoritaires (G.E.D.R.E.M., G.F.E.N., C.S.C.V., A.S.T.I., R.A.T., etc.) ;

• en facilitant les rapports individuels et non organisationnels par la mise en place de liaisons horizontales ;

• par la confrontation des expériences, la création de lieux de rencontre (bibliothèque, restaurant, presse parallèle...).

Esprit de boutique

Tâche difficile et peu évidente, mais la période actuelle n'est pas à se fermer sur la boutique P.S.U. tout en ayant conscience cependant que, sans le P.S.U., il n'y aura pas de rassemblement autogestionnaire : voir la situation actuelle du mouvement écologique, qui — à part une minorité style **La Gueule Ouverte**, **Amis de la Terre** — d'anti-électoratiste devient électoraliste acharné, et finalement sert d'alibi et de garde-fou à la croissance productiviste parce qu'il n'a pas su ou voulu approfondir une alternative à cette croissance. On ne peut plus être anti-nucléaire en dénonçant seulement les dangers « écologiques », mais parce que le nucléaire devient un des piliers essentiels de toute la politique capitaliste de la bourgeoisie nationale et internationale et, pour ce faire, la recherche d'une alliance des écologistes avec les forces sociales ou politiques qui veulent un autre type de développement est indispensable.

Le socialisme autogestionnaire est à ce prix ; refuser cette convergence, c'est s'enfermer dans un petit monde de certitudes apaisantes.

Bureau fédéral de l'Essonne ■

Troisième courant de la gauche ou tendance du P.S. ?

En réponse à Jean Berthinier et Marc Gentès

Le Bureau fédéral de Drôme-Ardèche réuni vendredi 1^{er} décembre a pris connaissance du texte « **Points de vue** » signé Berthinier, Gentès, dans T.S., n° 805, du 30 novembre.

A son sujet, nous posons deux questions :

• sur le fond, si la rencontre du P.S.U. avec les rocardiens et les minoritaires du CERES (lesquels ?) est définie comme prioritaire, cela signifie à nos yeux que l'alternative suivante est posée : ou bien nous nous retrouvons après accord dans un mouvement plus large du type 3^e **courant** (autogestionnaire) **de la gauche**. Mais cela nécessite que ces camarades quittent le P.S., ce qui ne nous semble pas envisageable car trop d'espoirs de pouvoir sont en jeu, comme l'analyse d'ailleurs fort bien le texte.

Ou bien nous nous intégrons, après accord, à eux et créons au sein du P.S. une tendance plus « **autogestionnaire** » et influente dans ce parti déjà fort composite. Quant à nous, nous refusons cette éventualité, et demandons que les choix des uns et des autres soient affirmés clairement.

• sur la forme, si ce texte prend des allures quasi officielles, cela signifie-t-il que des contacts aient été pris ? Lesquels ? Par qui ? Avec qui ? Nous voulons savoir jusqu'où va ce texte et quelles sont ses intentions : ballon d'essai ou avertissement ? L'ouverture préconisée a-t-elle été tentée ? Quels en sont les résultats ?

Pour conclure, autant nous trouvons positif et indispensable de débattre avec des syndicalistes, des militants socialistes, des animateurs de mouvements sociaux à la base et d'organisation à organisation, autant nous trouvons dangereux et illusoire d'espérer une convergence avec des militants du P.S. sans avoir clairement débattu au préalable de nos stratégies politiques.

Pierre ALLEMAND, Guy DAVID,
Michel FREYDIER, Michel PEYRARD,
Robert VOGUE ■

NON AU CHOMAGE PARTIEL
A LA DIMINUTION
DU POUVOIR D'ACHAT
AUX HEURES
SUPPLEMENTAIRES
AUX DEMENTELEMENTS

OUI AUX 35 HEURES
POUR VIVRE
AUTREMENT

et pourtant elle tourne

Face aux élections européennes : Une stratégie à préciser

Aux objectifs des monopoles et des patrons, il faut s'efforcer d'opposer ceux du mouvement ouvrier européen.

Le débat sur l'Europe va être, sauf profond mouvement social d'ici là, au cœur de la vie politique en France pendant les six premiers mois de 1979. Les élections en tant qu'enjeu de politique intérieure et de politique internationale, pour la première fois intimement liées, vont alimenter le débat. Cependant la nature électorale de l'enjeu va simplifier et déformer les véritables problèmes posés par la construction européenne.

Bien que prévue par le traité de Rome, l'organisation de l'élection du Parlement européen au suffrage universel n'a été concrètement envisagée qu'en 1974-1975. Le choix du moment — qui a été effectué par les dirigeants politiques de la bourgeoisie européenne — n'est évidemment pas dû au hasard.

Il s'agit en fait de la prise de conscience par la grande bourgeoisie de la nécessité politique d'établir un consensus élargi face à la crise et aux solutions qui s'imposent pour trouver une issue capitaliste à cette crise (relance du taux de profit). Or, ceci passe nécessairement à la fois par une **centralisation** des décisions économiques et l'imposition d'une politique **très dure** sur le plan social (restructuration et chômage accentué).

Organiser l'élection d'un Parlement européen au suffrage universel vise à renforcer, en les revêtant d'une **légitimation populaire**, les instruments technocrates mis en place depuis le début de la C.E.E. pour mieux mener et faire accepter une politique correspondant aux intérêts des grandes firmes capitalistes (monopoles et oligopoles). Celles-ci se trouvent en effet être à la direction du processus d'intégration et ont besoin de se donner des **formes d'organisation et de coordination à l'échelle européenne**.

Or, la crise accélère ce besoin et crée

même la nécessité d'un **approfondissement** de l'intégration (création d'un système monétaire européen) et d'un **élargissement** de son champ d'application (aux pays du Sud de l'Europe).

Nous sommes donc en face d'un projet économique et politique d'une grande ampleur et qui déterminera de plus en plus l'orientation de l'économie française et, donc, les conditions de travail et de vie des travailleurs français.

Ainsi, tandis que les industriels et les secteurs de l'agriculture se donnent une coordination et veulent s'assurer une légitimation institutionnelle à l'échelle du Marché Commun, le mouvement ouvrier européen connaît un grand retard pour riposter à ce niveau de manière tant soit peu efficace.

Perspective unitaire

En fonction des transformations économiques et sociales, provoquées par la politique économique menée par le grand capital en voie de centralisation au niveau européen, il nous faut avoir une **perspective montrant la nécessité et la possibilité de solutions anti-capitalistes** et allant dans le sens de l'autogestion socialiste.

Cette orientation au niveau européen suppose à terme une stratégie et un projet politique communs aux différentes forces du mouvement ouvrier de la C.E.E. : perspective peu crédible aujourd'hui et qui le sera encore longtemps. Cependant le fondement de notre élaboration stratégique ne peut pas ne pas se situer dans une **perspective unitaire** au niveau de l'ensemble des forces ouvrières et populaires concernées par l'intégration capitaliste européenne, y compris donc l'Europe du Sud.

Ce qui est dès maintenant possible, c'est une **politique syndicale unitaire** coordonnée à l'échelle européenne. Aujourd'hui, la rencontre des syndicats ouvriers des différents pays dans une structure commune : la Confédération Européenne des Syndicats, bien que présentant des caractères bureaucratiques et réformistes évidents, permet cependant une circulation des idées et **contrebat utilement les traditionnels réflexes corporatifs et nationaux**. La première journée européenne sur l'emploi organisée le 5 avril 78 montre à la fois les limites mais aussi les potentialités de cette structure. Aujourd'hui, il faut soutenir très nettement l'adhésion à cette C.E.S. de la C.G.T. française, des commissions ouvrières espagnoles et la C.G.T. portugaise. Ainsi, un pas décisif vers l'unité

ouvrière européenne peut être accompli à court terme et créer ainsi les conditions nouvelles de lutte contre le grand capital européen. Ce point de départ est donc la coordination de l'action revendicative pour un certain nombre de problèmes et de secteurs où l'expérience et les possibilités des forces ouvrières sont relativement avancées : c'est le cas en particulier du thème central de la **réduction des horaires de travail**. L'action des métallos de R.F.A. sur les 35 heures, devrait permettre une avancée dans ce sens.

C'est en effet à partir de l'apprentissage d'actions communes même limitées, en particulier contre le chômage, que le mouvement ouvrier européen ressentira profondément la nécessité d'établir une stratégie unitaire face à l'orientation prise par la C.E.E.

Le dépassement des divisions idéologiques, syndicales et politiques, suppose que les discussions et les actions soient réalisées à partir d'exigences et de situations concrètes, telles que celles posées par l'évolution actuelle des structures productives (liquidation de pans entiers de secteurs de production).

Il ne s'agit pas de rechercher de manière volontariste une unification et une centralisation de la stratégie ouvrière : ce sont des stratégies sectorielles, régionales, nationales même, qu'il s'agit de coordonner au rythme permis par le mouvement lui-même.

La participation du P.S.U. au débat européen

Cette stratégie doit être d'emblée **euro-péenne** dans la mesure où l'on ne peut ignorer les problèmes de cohérence et de coordination internationales des objectifs programmatiques que l'on élabore. On ne peut préconiser des solutions nationales dont l'adoption aboutirait à faire peser sur la classe ouvrière d'un pays voisin la crise qui règne dans un secteur déterminé. A la stratégie internationale des monopoles et des patrons, il faut s'efforcer d'opposer des objectifs permettant d'éviter la **division ouvrière internationale**. Même les luttes locales — exemple : celles des travailleurs et viticulteurs du Languedoc — nécessitent une coordination et même une stratégie internationales si elles veulent être efficaces.

C'est dans ce contexte que se pose le problème du type de notre participation à la campagne sur le Parlement européen, ou plus exactement, au débat européen.

La première nécessité est évidemment d'établir de manière ferme les bases de notre orientation spécifique sur le plan européen. Ce pourrait être l'objet d'un conseil national du P.S.U. qui se tiendrait en avril.

La deuxième, c'est de se donner les moyens d'une intervention dans le débat de masse sur l'Europe qui, de toute manière, a et aura lieu. Il semble en tout état de cause que des raisons matérielles (coût de la campagne) rendent très peu vraisemblable la présentation d'une liste. Le comité exploratoire de personnalités qui s'est mis en place, avec la participation du P.S.U., envisage essentiellement de participer à une campagne de sensibilisation sur les différents thèmes décidés à la Conférence de Turin (cf. T.S. n° 806). Quoiqu'il en soit, le congrès et le conseil national du P.S.U. devront préciser les grands axes et les formes de notre présence dans ce débat essentiel.

Bernard RAVENEL

RECTIFICATIF

Malencontreuses coquilles dans l'article de B. Ravenel, sur l'Europe des Neuf (T.S. n° 806, p. 14) :

Dans la 2^e colonne, il fallait lire : « Ainsi la dépendance de la lire et de la livre sterling (...) du fait que leurs monnaies suivent partiellement la chute du dollar ».

Dans la dernière colonne, il s'agissait bien entendu de l'**arbitrage**, et non de l'**arbitraire**, des conflits **intercapitalistes**, et non anti-capitalistes.

Nos astucieux lecteurs auront sûrement rectifié d'eux-mêmes. ■

Erythrée : La responsabilité soviétique

Pour briser la lutte des nationalistes érythréens, l'U.R.S.S. a décidé d'employer les grands moyens

Depuis trois semaines, les nationalistes érythréens subissent le feu d'une nouvelle contre-offensive de l'armée éthiopienne, bien décidée à en finir avec cette province rebelle. Ils ont dû abandonner la plupart des villes occupées ces dernières années, et se replier sur les campagnes et les zones montagneuses, dont il sera heureusement plus difficile de les déloger.

Mais ce recul est lourd de conséquences : le contrôle des villes, c'était l'antichambre de l'indépendance. Bien que désunis, les nationalistes étaient de plus en plus crédibles ; et les principales organisations — le F.L.E. « islamique » et le F.P.L.E. « marxiste » — avaient amorcé un rapprochement qui préfigurerait l'unité nationale. De plus, dans les zones urbaines libérées, la population faisait l'expérience de nouvelles formes d'organisation sociale : travail, santé, éducation, statut familial... tout était remis en question. Une guérilla rurale et défensive laissera-t-elle le temps aux combattants et à leurs familles de s'occuper du « social » et du « politique » ?

Le pire, c'est que les hommes du colonel Mengistu — le chef du régime militaire d'Addis-Abeba — ne seraient jamais parvenus à reprendre l'offensive s'ils n'avaient bénéficié de l'aide massive des Soviétiques : on cite le chiffre de près de 2 milliards de dollars d'aide militaire entre 1976 et 1978, alors que les Etats-Unis (ancien pilier de l'Empire éthiopien) ne lui en avaient fourni que pour quelques centaines de millions en l'espace de vingt ans. Une étape supplémentaire a été franchie par Moscou ces dernières semaines, puisque des pilotes d'avions et de chars, des spécialistes de l'artillerie de nationalité soviétique participent directement à des combats qui semblent d'ailleurs dirigés par des généraux soviétiques.

En ordre dispersé

C'est ce qu'a mis en évidence la « journée d'études et de solidarité avec la lutte du peuple érythréen » organisée le 9 décembre à Paris, par un comité de soutien regroupant le P.C., le P.S., le P.S.U., la CGT, la C.F.D.T., le Cedetim, l'Afaspa, etc. Le droit du peuple érythréen à l'autodétermination n'a guère fait problème pour les participants, qui ont entendu et discuté des exposés d'Edmond Jouve (la question des frontières en Afrique), Alain Fenet (le rôle des Nations unies), Jean-Louis Peninou (la genèse du mouvement national), Guido Bimbi (l'organisation des zones libérées du F.P.L.E.), le tout sous la présidence de Claude Bourdet et Lelio Basso (sénateur italien).

Mais l'unanimité ne s'est pas faite sur l'en-

jeu de la question érythréenne dans la stratégie internationale, un débat introduit par A.-P. Lentin. Bien qu'ils aient nettement pris position ces derniers mois en faveur de l'autodétermination de l'Erythrée et du soutien au F.P.L.E., les communistes hésitent à condamner de front les Soviétiques, considérant que la révolution en cours en Ethiopie appelle aussi l'aide des pays et des partis socialistes. Au contraire, les participants de sensibilité « maoïste » ont cherché à faire avaliser par le colloque la thèse des « deux impérialismes », qui retrouve à travers l'affaire érythréenne une certaine force. Résultat : cette journée, pourtant intéressante et bien préparée, a laissé un goût amer. Et le soutien de la gauche française au F.P.L.E. se fera en ordre dispersé...

Philippe MARIELLE ■



Les bombes « socialistes »...

... et leurs victimes.



Votre banque finance l'apartheid

C'est un fait ; en étroite relation avec le développement accéléré des relations industrielles et commerciales entre Paris et Pretoria, une douzaine de grandes banques françaises financent le pouvoir raciste sud-africain. C'est en tout cas ce que démontre le Mouvement Anti-Apartheid C.A.O. (Campagne anti-outspan) dans une récente publication : « Votre banque et l'apartheid ».

La force du capitalisme sud-africain dépend considérablement du financement qu'il trouve auprès des grandes banques occidentales. Crédit Lyonnais, Société Générale, Banque de Suez, Paribas, B.F.C.E., C.C.F., etc. ; toutes ces banques depuis longtemps alimentent, grâce à des prêts, des firmes étatiques sud-africaines. Des prêts qui sont utilisés pour accroître l'effort de guerre et d'armement de la minorité blanche (budget multiplié par 40 en 18 ans) ; pour accélérer la mise en place de l'apartheid et la déportation de millions d'Africains vers les « homelands » ; pour constituer une économie de siège (stockage du pétrole, construction d'une usine de transformation du charbon en hydrocarbures, développement de la sidérurgie, modernisation des chemins de fer, achats de navires...).

Dans plusieurs pays occidentaux (U.S.A., Grande-Bretagne, Pays-Bas), des campagnes auxquelles ont participé des syndicats, des partis politiques, des églises et des organismes gérant des fonds importants (universités, municipalités), ont exercé de telles pressions sur certaines banques, que celles-ci ont dû cesser leurs prêts à l'Afrique du Sud. C'est le cas de la Chase Manhattan, de l'AMRO, de la Midlands par exemple. Le III^e Congrès du Mouvement anti-apartheid C.A.O., réuni le mois dernier, s'est précisément donné pour objectif de lancer une campagne d'envergure contre le financement de l'apartheid par les banques françaises. Trois cents congressistes, des groupes C.A.O., des représentants de la C.F.D.T., du P.S., du P.S.U. et des églises ont exprimé leur soutien de fond à une telle action. Une action qui se déroulera en deux temps : par la dénonciation de l'ensemble des banques qui collaborent avec Pretoria et l'information de l'opinion et des organisations progressistes... Enfin par le boycott d'une des banques particulièrement « mouillée » dans une politique de prêts à Pretoria (retraits de fonds par les particuliers et de nombreuses institutions, ternissage de l'image de marque de la banque...).

Sans se cacher les difficultés considérables que soulève un tel type d'action (du seul fait que les plus grandes banques de dépôt sont nationalisées), la C.A.O. « estime ne plus pouvoir attendre pour lancer des actions appropriées visant à s'opposer à ce qui est au cœur de l'actuelle collaboration entre la France et la République sud-africaine et ce qui constitue en même temps le maillon le plus fragile de l'édifice sud-africain : le financement international ».

Pour tous renseignements et pour commander « Votre banque et l'apartheid », écrire C.A.O., 46, rue de Vaugirard, 75006 Paris - Tél. : 336-00-14 (joindre 15 F).

Iran : des "réfugiés" cousus d'or

En un mois les proches du shah ont "exporté" plus de 10 milliards de francs lourds.

En dépit du soutien réitéré du président Carter au trône on ne peut plus branlant du shah, il semble que dans l'entourage de ce dernier on soit décidément de moins en moins rassuré... et qu'on se prépare très sérieusement à quitter le navire avant qu'il ne coule. On s'en serait douté : les plus prévoyants ont quelques raisons de l'être.

Qu'on en juge. Entre le 21 octobre et le 21 novembre, les grévistes de la

L'Avatollah Khomeiny : la confiance face à la corruption.



Banque centrale d'Iran, en mettant de l'ordre dans les papiers — et dans quelques documents de première main — ont estimé que 171 personnalités proches du shah auraient « exporté » 8,5 milliards de francs. Nouveaux, bien sûr. Soit, si l'on ajoute à cette somme déjà rondelette, les 2,3 milliards sortis du pays sur 17 comptes numérotés, la bagatelle de 10,8 milliards de francs ; autrement dit environ le cinquième du revenu national annuel de l'Iran.

Les noms et qualités des dignitaires du régime révélés par les grévistes de la Banque centrale (23 au total) ? Cela va de la famille impériale proprement dite aux gens de la Cour en passant par tel dirigeant de la Savak (police politique), tel général ou encore tel ancien ministre ou P.-D.G.

La plus « économe » est sans aucun doute Chahrâm Pahlavinia, nièce du shah et fille de la princesse Achraf, dont la tirelire s'élève à 353 millions de francs lourds. Suivi de très près si l'on met à part les sept P.-D.G. des plus grosses banques iraniennes qui ont sorti à eux seuls 440 millions de francs, par l'ex-patron de la Société shang Ansari : 300 millions.

Au petit jeu des grandes et des « petites » économies, chacun s'est taillé sa part de gâteau.

Le fils de la princesse Achraf, neveu du shah, suit de peu sa sœur dans la course au magot, avec ses 262,5 millions. Le beau-frère du shah, ex-ministre de la Culture et des Arts, Mehrdâd Pahlbod (139 millions), Ardechir Zahedi, l'actuel ambassadeur d'Iran à Washington, ex-gendre du shah (57 millions), le cousin de la shahbanou, jadis directeur de la radio-télévision (53 millions) : dans la famille impériale le pactole mis « à gauche » devrait mettre les uns et les autres à l'abri du besoin.

Comme d'ailleurs l'ancien responsable de la Savak, le général Nassiri (237 millions), ou l'un des tortionnaires les plus connus de la fameuse police politique, Parviz Sabetti (84,3 millions). Quant aux généraux de l'armée, leur loyalisme, qui pour l'heure tient à la couronne lieu de légitimité, n'a de sens que mesuré à l'aune des profits réalisés. L'actuel commandant de la loi martiale à Téhéran, le général Oveysi, pourrait, si les événements l'y contraignaient, s'assurer une retraite avantageuse avec ses 77,5 millions de francs. Une somme dérisoire comparée à celle amassée par le général Toufanian, vice-ministre de la Guerre et directeur du département des « pots-de-vin », pardon : du département des achats d'armes.

Toute cette petite famille se prépare donc à un exil doré. Il est vrai qu'on n'est jamais assez prévoyant, dès lors que, victime des grands bouleversements historiques, on s'apprête à rejoindre la dure condition de réfugié.

Une vie simple

• « Une histoire simple », de Claude Sautet.

La quarantaine. Un passage difficile. L'approche d'un lent déclin vers la solitude. La quarantaine d'une femme, « une histoire simple » ? Peut-être. Simple comme l'écoulement des jours ; compliquée comme toute vie, emmelée dans les doutes, le travail, l'épuisement d'avoir déjà réussi à tenir jusque-là et l'effort cent fois recommencé pour ne pas abandonner en route. C'est ça, la vie de Marie (Romy Schneider) : simple, compliquée et poignante. Une vie que Claude Sautet sort, l'espace d'un film, de la grisaille du quotidien. Une tranche de vie ; presque rien : un enfant qu'on refuse, un amour que l'on plaque, un mari qui ne vous comprend plus, un autre enfant dont, peut-être, on voudra demain. En plus, les problèmes des autres, l'effondrement des amis qui ne peuvent résister aux coups violents du « petit monde meurtrier ». C'est cela que filme Claude Sautet. Rien de plus. Pas vraiment une histoire — en tout cas certainement pas une romance. Il pratique le cinéma comme d'autres la chirurgie ; il découpe les visages, isole les rides, cherche au fin-fond de l'être humain ce qu'il peut cacher d'espoir et de désespoir. Et, cela, avec une infinie tendresse, une chaleur et un amour des autres qui expliquent que la caméra de Sautet débusque si bien les petits riens qui nous bouleversent, les choses de la vie qui font notre pain quotidien.

On pourra reprocher à Claude Sautet d'avoir réalisé, ici, un Vincent, François, Paul et les autres au féminin. Et alors ? Il y a les hommes, les femmes, et la vie entre les deux. La vie, qui distribue les rôles : un peu de chance, beaucoup de souffrance. C'est elle que Sautet filme à travers ses portraits d'êtres à la dérive. C'est de la vie même qu'il fait une histoire. Simple. Et il réussit son coup. Fortement. Avec, en surface, l'impression de n'avoir pratiquement rien fait. C'est cela, sa force : donner l'impression qu'on vient de vous montrer quelque chose sans importance et réussir, cependant, à déranger le spectateur, à l'amener à réfléchir sur lui-même. Une histoire simple. La nôtre.

Fabian GASTELLIER ■

CINEMENU

• **L'Allemagne en automne**, de Fassbinder, Schlöndorff, Kluge. De l'enterrement de Schleyer à celui de Baader, un automne vu par des cinéastes allemands (voir « T.S. » n° 802 du 9 au 15 novembre 1978).

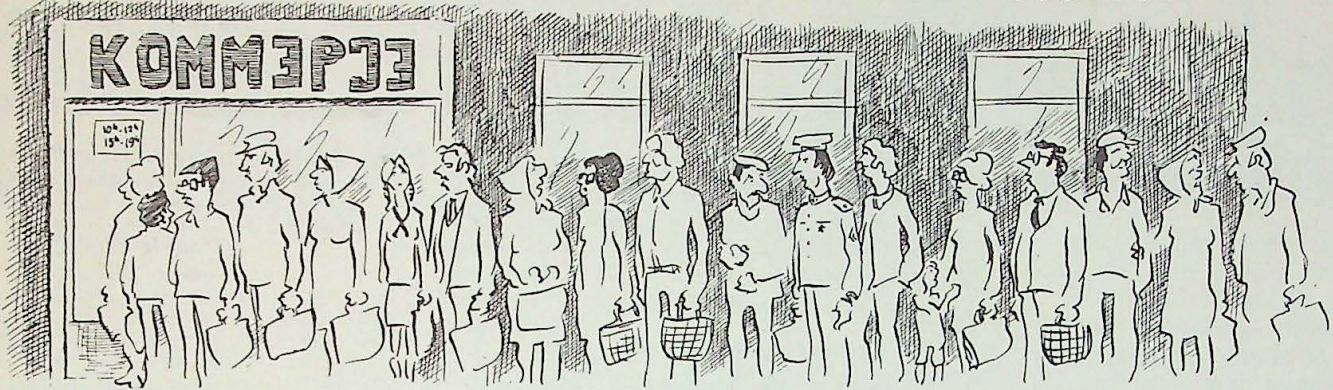
• **Blue Collar**, de Paul Schrader. Un des rares films commerciaux sur la classe ouvrière américaine. Syndicalisme et mafia, amitié interraciale et corruption.

• **Le second éveil**, de Margarethe Von Trotta, ou comment peut-on devenir terroriste. A voir si vous n'avez déjà vu le très fort *L'honneur perdu de Katharina Blum*.

• **Hommage à Kengi Thizoguchi**. Cinq chefs-d'œuvre du cinéma japonais. ■

les armes de la critique

EN U.R.S.S. LE CHOMAGE N'EXISTE PAS...



Rue du prolétaire rouge

Deux communistes français sont allés en U.R.S.S. Ils n'en reviennent pas.

- Nina et Jean Kéhayan, *Rue du prolétaire rouge*, Paris, Seuil, 1978, 225 p., 42 F.
- André Gide, *Retour d'U.R.S.S.*, Paris, Gallimard, 1978, 189 p., 12 F, coll. « Idées » (réédition).
- Antoine et Philippe Meyer, *Le communisme est-il soluble dans l'alcool ?*, Paris, Seuil, 1978, 125 p., 25 F.

Ils sont tout jeunes ; lui est né en 1944, il s'appelle Jean ; elle a vu le jour en 46, et s'appelle Nina ; ils sont tous les deux au Parti communiste et veulent y rester. On les appelle déjà les Kéhayan.

Lors de l'émission de Bernard Pivot, *Apostrophes*, le 10 novembre dernier, Nina et Jean Kéhayan présentaient leur livre *Rue du prolétaire rouge* tandis que Claude Frioux et Alexandre Adler présentaient le leur, *L'U.R.S.S. et nous* (éd. Sociales). Ce fut, on s'en souvient, une bien belle soirée. Quatre jours après, *L'Huma* et *La Marseillaise* publiaient un communiqué de la fédération du Parti communiste des Bouches-du-Rhône, dont les Kéhayan sont membres : « Tout au long de l'émission, ils se sont efforcés de dénaturer la réalité soviétique [...] Les nombreux touristes français qui se rendent chaque année en U.R.S.S. peuvent témoigner que la vie des Soviétiques n'a rien de commun avec la caricature dressée par les auteurs du livre. [...] Leur attitude, que nous condamnons fermement, n'a rien à voir avec la politique du P.C.F. »

Lundi dernier, *L'Huma* toujours (p. 5), commentant la rencontre du bureau politique du P.C.F. avec « ses » intellectuels, prêtait à Lucien Sève, patron des éditions Sociales, les propos suivants : « l'utilisation du terme stalinisme » est « peu tolérable ». Exemple : « l'opération politique qui s'est nouée autour des Kéhayan. [...] « une maison d'édition à commande, toutes affaires cessantes, l'ouvrage pour faire pièce à L'U.R.S.S. et nous. » Bref « l'affaire » prend du relief. Ils ont osé.

L'histoire est pourtant simple. Jean et Nina s'en vont, avec leurs deux enfants, un jour de septembre 1972, travailler en U.R.S.S.

Elle est licenciée de russe, lui journaliste. Tous deux militent au P.C. Quoi de plus naturel que d'aller rendre visite à la « patrie du socialisme », voir, de ses yeux voir ce chantier grandiose où s'édifiait le monde de demain. Car n'en doutons pas, pour les Kéhayan, élevés dans la plus stricte orthodoxie communiste par leurs parents respectifs, le pays de Lénine c'était bien cela : « une image ensoleillée, enluminure des temps modernes », bref « une seconde patrie ». Toute une génération a vécu avec émerveillement ces « instants de joie profonde », dont parlait Gide en 1936, devant ces enfants « beaux, bien nourris, bien soignés, choyés même » qui semblaient, à l'autre bout de l'Europe, incarner un rêve presque messianique.

Las, les Kéhayan ont vite appris, aux dépens des certitudes de commande et des mythologies fabriquées, qu'au pays du « petit père des peuples » le système « D » a plus de vertus nutritives que les discours bravaches de n'importe quel Brejnev. Que le socialisme aux « couleurs de Moscou » était amaigrissant, terne, maussade, et qu'au prix d'un « jean » délavé, d'un « Bic », d'un catalogue des Trois Suisses ou de Play-Boy on accédait au privilège incomparable d'être de l'élite.

Ce n'est pas sans surprise que Jean — rédacteur stylistique à l'agence Novosti — et Nina — traductrice dans l'édition —, découvrent les queues devant les magasins, aussitôt dévalisés qu'ouverts, la pédagogie sans imagination des cours de dessins destinés aux enfants, les passe-droits, les privilèges des nantis de l'appareil — comme ce « païok », paquet de denrées rares que reçoivent régulièrement certains membres du Parti —, ou encore le trafic auquel se livre en toute impunité la troupe du Bolchoï. Les moins démunis des Soviétiques sont aussi les plus incrédules. Comme ce jeune ingénieur de trente ans, fils d'ouvrier, propriétaire d'un appartement et d'une voiture, qui laisse tomber, imperturbable, au cours d'une

conversation : « Je suis sûr que si Hitler avait gagné la guerre et que si les Allemands dirigeaient notre pays, nous serions aujourd'hui plus libres et plus heureux ».

Le livre des Kéhayan, en dépit ou à cause justement de cette moisson de faits, d'anecdotes empruntées à la rue, au monde du travail ou du loisir à ce mérite rare de ne vouloir jamais s'élever au-dessus des péripéties de la vie quotidienne. Leur reprochera-t-on d'avoir réagi si promptement à l'insupportable conformisme ambiant, à la bureaucratie tatillonne, au marché noir ou parallèle, au chômage déguisé, à l'esprit grand Russe et à la russification de toutes les Républiques socialistes soviétiques ?

Au contraire, leur témoignage, parce que justement ils sont communistes, n'en a que plus de prix.

José SANCHEZ ■

La semaine prochaine : U.R.S.S., l'Empire éclaté.

Le communisme est-il soluble dans l'alcool ?

● Que se passerait-il si la Yougoslavie parvenait à établir le socialisme autogestionnaire au Sahara ?

— C'est simple, le Sahara commencerait à importer du sable...

● — Comment, dans les pays socialistes, avoir un réfrigérateur toujours plein, quelles que soient les récoltes, quels que soient les arrivages, quelle que soit la longueur des queues devant les magasins ?

— Il suffit de le brancher sur la radio.

● — Quel est l'objectif principal de l'Union soviétique et des pays frères ?

— Dépasser le capitalisme.

— Quelle est la situation actuelle du capitalisme ?

— Il court à sa perte.

● Le président du kolkhose convoque les femmes paysannes et leur annonce qu'un journaliste du journal du Parti va venir prochainement, et qu'il a demandé à les rencontrer pour faire une interview avec elles.

— Qu'est-ce que c'est une interview ? demande la plus âgée.

— Je ne sais pas trop, mais pour plus de précautions, lavez-vous bien. ■

500 000 F : ENCORE UN COUP DE COLLIER

ALLONS-Y !

Il est petit, naïf et peu crédible, il est une fabrique à dirigeants pour le P.S., mais présent, prophète et acteur dans notre tissu social depuis 20 ans, le P.S.U. a bien souvent agi et vu juste (n'est-ce pas malheureusement messieurs du Programme commun !). Après avoir flirté avec les déviations de droite ou de gauche (iste), après avoir élaboré une stratégie et un programme, le P.S.U. peut et doit maintenant prendre sa place dans le champ politique. Avec un peu de fric (que voilà) et du sérieux (même dans un autre militantisme) c'est possible. Allons-y !

Fraternellement.

Rochebrune (Blois) ■

JUSTE CE QUE JE PEUX

Je ne suis pas adhérente au P.S.U., dont je partage pourtant la plupart des analyses, mais au P.S. car je ne crois pas à la possibilité de mettre en place les conditions d'un fonctionnement autogestionnaire de la société en marge des institutions et du pouvoir de l'Etat.

Vous envoyer ce chèque c'est juste ce que je peux faire pour vous dire qu'il est nécessaire que vous viviez.

Amicalement.

**Annette Corrèze
(Dijon) ■**

SOUTIEN

Ci-joint un chèque de 1 500 F, soutien de la section de Sainte-Geneviève-des-Bois.

G. Saroyan ■

Les 500 000 F sont maintenant presque atteints.

Pourtant, on constate depuis quelques jours un certain essoufflement, surtout en ce qui concerne les cotisations : les rentrées se font nettement moins nombreuses ; et cela, bien que, à l'approche de la date limite fixée par la Direction politique nationale — le 20 décembre — tout soit bien loin d'être rentré dans l'ordre.

Il est moins que jamais question de lever le pied. Nous n'avons réalisé que le minimum indispensable : c'est à partir de maintenant que l'effort portera réellement ses fruits, qu'il permettra au P.S.U. et à « Tribune socialiste » de retrouver une situation saine.

Ce sont les dernières sommes remontées qui justifieront l'effort fourni pour remonter les premières.

Alors, encore un coup de collier...

Le Trésorier national du P.S.U. ■

DON ANONYME

Vous trouverez ci-joint un don anonyme de 1 000 F d'une sympathisante de la section de Saint-Quentin.

**J.-P. Vatin
(Fédération de l'Aisne) ■**

LA SUITE...

Ci-joint la suite de la collecte lancée sur Périgueux : 500 F. On continuera à faire remonter ce qui rentre.

Bon courage.

Josette Nouguez ■

1 000 F

Voici un chèque de 1 000 F comme contribution de la section à la souscription nationale.

**Le trésorier
de la 20^e section ■**

COMPTEZ SUR NOUS

Voici un premier versement de 450 F pour votre souscription 1978. On espère qu'il en sera fait un usage politiquement « rentable » pour notre organisation de préférence à des rassemblements conglomérats, conciles, fronts, comités autogestionnaires dont la consistance et la cohérence idéologiques n'apparaissent pas toujours très évidentes. Nous voulons ainsi dire qu'il faudrait signaler aux travailleurs notre existence, et que nous souhaiterions apporter notre (modeste) contribution à notre réapparition publique...

On compte sur vous pour cela ; comptez sur nous pour le restant.

H. Droguet, Saint-Malo ■

QUEL DOMMAGE !

Trouvez ci-joint un chèque de soutien au P.S.U.

Quel dommage que des centaines de milliers de travailleurs ignorent nos positions sur l'unité. N'est-ce pas aussi de notre propre faute (...).

(...) Arrêtons de gâcher nos chances qui sont celles du monde ouvrier.

Amicalement.

A. Trainchot, La Force ■

UN SIMPLE LECTEUR

Bonjour, je suis lecteur depuis très peu de temps de votre journal : quatre mois (...). Depuis le peu de temps que je lis « T.S. », il me semble que j'ai fait un très long cheminement, je ne suis encore qu'un simple lecteur. J'espère être un jour prochain, dès que j'aurais pu me libérer de certaines obligations, un militant. Voilà mon cadeau de Noël, plutôt que d'offrir une boîte de bonbons aux colorants et conservateurs, il vaut mieux offrir un chèque, de 200 F, pour continuer à développer des idées.

Salutations autogérées.

**Daniel Jouglu,
Toulouse ■**

TOUTE PETITE SECTION

Voilà un petit chèque de 100 F d'une toute petite section, celle de Suresnes : nous sommes trois.

Un petit service : les trois militants du P.S.U. sur Suresnes se sont investis dans un nouveau journal local : **La Gazette de Suresnes**. On vous l'a envoyé, ça serait sympa d'en faire la publicité sous forme de copinage.

**Elisabeth, Jean-Louis,
Jean-Michel, Suresnes ■**